

DU 18 AU 29 DECEMBRE 1986  
HEBDOMADAIRE DE LA LIGUE COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE (N° INTERNATIONALE)

# ROUGE

*Flexibilité  
Licenciements  
Ce qu'ils nous préparent*



## LEUR PAUSE ? MON ŒIL

**Etudiants**  
Ils tirent  
le bilan

**UNI**  
L'ordre moral

M 1578 - 1237 - 8,00 F



3791578008006 12370

□ Quelle manœuvre entament ceux qui nous gouvernent, après avoir sonné la retraite devant les rangs des jeunes ? Séguin monte en ligne et tresse des lauriers au caporal Pasqua. Et il aligne ordonnance sur ordonnance. Balladur nous « annonce » qu'il n'y a plus aujourd'hui qu'à appliquer les réformes économiques déjà votées. Quant à Monory, il se range provisoirement sur une voie de garage... au côté de Chalandon.

La privatisation de Saint-Gobain serait donc « un triomphe populaire ». Le travail de nuit

**Le travail de nuit pour les femmes ne serait pas une « réforme de société » ?  
A d'autres !**

rétabli pour les femmes et l'extension de la flexibilité du temps de travail représenteraient uniquement des « mesures économiques ». Rien à voir avec des « réformes de société » pour lesquelles Chirac observerait une « pause ». Après avoir annulé les réformes scolaires en cours et renvoyé à avril — ou plus tard — la réforme du Code de la nationalité ou la livraison des prisons au privé...

Sacrées sornettes qu'on nous

# Leur pause ? Mon œil

*Ils nous disent que la pause concernant les « réformes de société » se doublerait d'un changement de rythme sur le plan économique.  
Sacrées sornettes !*

débite là ! Il suffit pour s'en convaincre d'imaginer ce que ces réformes économiques signifient lorsqu'elles s'appliquent à la société. Prenons le travail de nuit des femmes. Paulette, qui travaille dans l'entreprise Dupont, devra, si elle veut conserver son boulot, travailler de 22 heures à 6 heures, deux semaines sur trois. Sa vie va changer. Elle va — enfin ? — faire la connaissance du stress du travail de nuit, lorsque l'on vit à un rythme exactement opposé à celui des autres. Les « autres », c'est-à-dire ceux qui se lèvent quand on va se coucher.

Le compagnon de Paulette, Paulo, travaille chez Durand, une entreprise qui fabrique des équipements pour les véhicules automobiles. Les lois Séguin permettent maintenant le calcul

du temps de travail sur l'année. La durée de sa semaine de travail dépendra donc de l'afflux des commandes des usines d'automobiles, pour lesquelles Durant et Cie produit. Paulo va dès lors voir ses prévisions, ses projets et son emploi du temps remis en cause. Tout à refaire !

C'est en général en été et en automne que se produiront les pointes de la production. En clair, durant les saisons où Paulette, lorsqu'elle travaillait de jour, et Paulo, lorsqu'il faisait trente-neuf heures par semaine, prenaient leurs bicyclettes pour entretenir la forme. Bonjour les ordonnances, merci monsieur Séguin ! Paulo et Paulette ont quelques chances supplémentaires de voir leurs relations se tendre, puis se détériorer, leurs problèmes s'accroître s'ils ont

des enfants... Gardes, loisirs, coup d'œil sur leur éducation et leurs devoirs vont se mélanger avec de nouvelles fatigues...

Rien de neuf. Maintes études ont déjà porté sur les dégâts du travail en équipe et du travail de nuit, depuis les années soixante, époque où cette méthode s'est démultipliée. Les divorces dans les couples soumis à ce régime s'accroissent, sans attendre les nouvelles dispositions.

Les joies du « capitalisme populaire » à la sauce Balladur ne changeront rien à ce type de dégâts. La possession d'une, deux ou dix actions du groupe Saint-Gobain n'effacera pas la fatigue. Paulo et Paulette n'ont d'ailleurs aucune raison d'en posséder. Ce ne sont pas eux que vise cette nouvelle forme d'épargne.

Un million cinq cent mille personnes ont acheté du Saint-Gobain. Trois cent mille d'entre elles n'avaient encore jamais investi dans des produits boursiers. Infime minorité pour un pays qui compte vingt-trois millions d'actifs. Le « capitalisme populaire » est bel et bien une expression vide de sens. Les catégories sociales qui possèdent le gros des valeurs mobilières demeurent toujours les mêmes. Ce sont les patrons, rentiers, cadres supérieurs et professions libérales. Et une faible proportion d'entre eux possède environ la moitié des actions disponibles...

Ouvriers et employés ne seront pas invités aux ripailles, même si les travailleurs de Saint-Gobain ont été invités à acheter une partie (10 %) qui leur était réservée du capital de leur société. On appelle cela la participation : contribuer avec son salaire aux affaires que réalise un patron qui en tire tous les profits !

Le bénéfice des privatisations opérées par Balladur sera réservé à quelques centaines de milliers de personnes qui s'adonneront aux joies de la spéculation boursière. Pendant ce temps, des millions de chômeurs assisteront au démantèlement de l'Agence pour l'emploi. Mais, rassurez-vous, tout cela ne relève que de mesures économiques. Rien à voir avec des « réformes de société »... On croit rêver.



# Le sprint de M. Séguin

*Droit de licencier, démantèlement de l'ANPE, travail flexible et « p'tits boulots »... Séguin a multiplié les ordonnances et les projets de loi tandis que Monory devait retirer les siens.*

## ANPE

Une des deux ordonnances adoptées le jour de la manifestation organisée à la mémoire de Malik Oussekin, le 10 décembre, met fin au monopole de placement de l'ANPE. Une partie, non limitative, se voit directement remise entre les mains des patrons. La mission de l'ANPE demeure inchangée mais des organismes agréés par l'Etat (chambres de commerce et d'industrie, organismes d'employeurs et mairies) peuvent participer au placement.

De manière cohérente avec les PIL — les TUC pour les plus de vingt-cinq ans —, les collectivités locales sont donc appelées à devenir des ANPE bis. Les maires pourront se faire communiquer les listes de demandeurs d'emplois, favorisant ainsi la mise en place d'un marché du travail à plusieurs vitesses.

Enfin, le rapprochement déjà effectué des fichiers UNEDIC et ANPE permet la mise en rapport administrative. D'autant que sur les listes de demandeurs d'emploi figurerait maintenant le numéro de Sécurité sociale. « Big Brother is watching you. »

## FLEXIBILITE

La seconde ordonnance adoptée, mercredi 10, par le gouvernement aggrave la loi



Les formules les plus bâtarde visent à maintenir les jeunes dans une situation de précarité.

Delebarre sur la flexibilité du travail. Prenant modèle sur l'ac-

cord signé dans la métallurgie le 17 juillet, Séguin alourdit l'addition. L'horaire hebdomadaire pourra varier jusqu'à quarante-quatre heures, sans ouvrir droit à des heures supplémentaires si la moyenne annuelle ne dépasse pas trente-neuf heures. Et ce, parce qu'un accord au niveau de l'entreprise ou d'un établissement d'un groupe est désormais nécessaire.

Dans la foulée, l'ordonnance étend la possibilité du travail en continu dans les entreprises industrielles pour raison économique et non plus pour simple raison technique. Elle ouvre ainsi une brèche dans le travail du dimanche, comme vient de le démontrer le magasin *Printemps*.

Enfin, le travail de nuit des femmes, par dérogation à la convention de l'Organisation internationale du travail, sera étendu par simple accord à deux niveaux, la branche et l'entreprise.

## DROIT DE LICENCIER

Presqu'en même temps que les ordonnances, dans la nuit du 9 au 10 décembre, les députés RPR et UDF ont adopté les lois relatives à la suppression de l'au-

torisation administrative de licenciement et à la réforme des prud'hommes.

Le nouveau texte concernant les licenciements permet au patronat, et singulièrement à celui des PME, de nager dans le plus grand arbitraire. Il lui permet d'adapter au mieux la main-d'œuvre sans se soucier des limites dans le temps pour décider d'un licenciement ou d'une embauche.

Cette disposition ne pouvait qu'être assortie d'une seconde, affaiblissant les tribunaux prud'hommes. En effet, l'autorisation administrative pour licenciement économique empêchait le licencié de recourir aux prud'hommes. Seul le tribunal administratif était compétent, pour ne juger que de la forme. Or le retour devant l'instance prud'homale offre au licencié sinon la possibilité de réintégration, du moins celle de gagner une contrepartie financière importante. Séguin y a mis bon ordre en faisant créer une nouvelle chambre spécialisée dans le licenciement économique, prétendument pour éviter l'engorgement des tribunaux. En fait, cette chambre spéciale doit éviter au patronat des recours ouvriers trop favorables.

C'est en fait un projet global de société qui s'étale sous nos yeux. La sélection par le fric, à laquelle lycéens et étudiants viennent de donner un coup d'arrêt, réapparaît sous d'autres formes : à chacun selon les moyens de ses fonds de poche, les réserves de son compte en banque ou la taille de son coffre-fort !

Il « n'existe pas, et ne peut exister de devoir de justice sociale », explique le professeur Henri Lepage, expert en capitalisme et apprécié de nos ministres libéraux, dans une tribune du *Figaro* du 15 décembre. Ce monsieur poursuit : « Il se peut que, dans le cadre de l'Etat, on juge nécessaire d'introduire un minimum de redistribution [sociale, NDLR], par exemple pour éviter des troubles graves. Cepen-

**Les joies du « capitalisme populaire » ne changeront rien aux dégâts des nouvelles lois.**

dant, de telles politiques ne peuvent en aucun cas être présentées comme une affaire de justice [sociale]. Cette attitude est la seule qui soit compatible avec l'observation que, par définition, un acte ne peut être moral que s'il est librement consenti. »

C'est ainsi que l'on vous démontrera que le travail de nuit est moral. A l'inverse de l'impôt sur les grandes fortunes...

Michel Morel

## A l'école des étudiants

Les marins ont contraint le ministre de la Mer, Ambroise Guellec, à un premier recul. Après plus d'une semaine de grève, et de blocage des ports, celui-ci a dû accepter de « réouvrir les discussions » à propos des mesures d'immatriculation des bateaux français sous pavillon des îles Kerguelen. En attendant, celles-ci sont suspendues. Les protections sociales des marins disparaissent à mesure que la frénésie gagnait les armateurs dans la course à ce nouveau « pavillon de complaisance ». Le retrait du projet Guellec est à l'ordre du jour.

Comme le retrait des mesures de restructuration de l'AFP doit être arraché par les grévistes de l'agence ! Ils luttent depuis plus d'une semaine contre les suppressions de postes et

la dégradation qui en découlerait, de la qualité de l'information diffusée par leur entreprise. Les employés, cadres et techniciens ont rejoint la grève initiée par les journalistes. Seuls les ouvriers du livre restent sur la réserve...

La grève des guichetiers de la SNCF qui travaillent sur écran s'est répandue à la vitesse d'un TGV, lorsqu'ils ont appris que la direction faisait sauter l'indemnité de 250 à 300 francs, attribuée aux postes de travail sur ordinateur. Assemblées générales dans les gares, coups de téléphone pour étendre le mouvement et se coordonner : la grève s'est peu à peu étendue sur tout le territoire.

La grève des étudiants et des lycéens a répandu des idées dans les entreprises et les

bureaux ! Les nombreux reportages diffusés sur les chaînes de télévision ont montré aux téléspectateurs la force démocratique d'un mouvement organisé autour de ses comités de grève. Sur la région parisienne, les salariés de l'ANPE en lutte en ont tiré les leçons (voir ci-contre) en se dotant d'un comité de coordination. L'avalanche des mesures prises actuellement par le ministre Séguin nécessite une riposte d'ampleur si l'on veut y mettre le holà ! Comme les étudiants mirent bas les projets Devaquet. La leçon de démocratie vivante que constitue leur mouvement doit servir d'exemple pour construire la riposte dont nous avons tous besoin. Unité, démocratie, pour l'action, ensemble.

P.-M. B

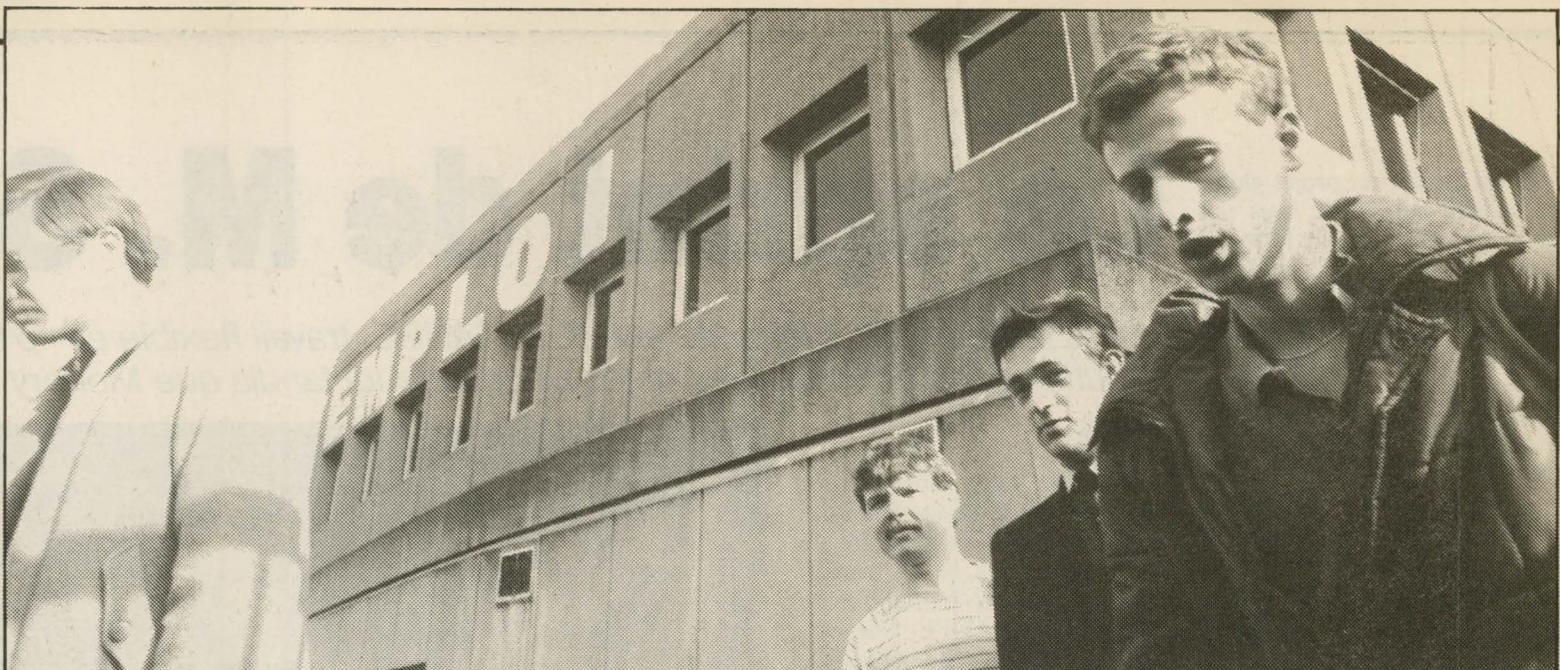
## ▶ P'TITS BOULOTS

Le plan pour l'emploi des jeunes renforce, s'il en était besoin, la précarité massive réservée aux jeunes. Ce que Séguin appelait « plan d'urgence » est pour l'essentiel reconduit. L'exonération de 25 %, pratiquée sur les cotisations de Sécurité sociale des patrons pour toute embauche directe de jeunes, est supprimée. En revanche, celle concernant l'exonération de 100 % pour embauche de jeunes en alternance est maintenue dans trois cas : les stages SIVP, les contrats d'apprentissage et les contrats d'adaptation (à raison de 50 % seulement pour cette dernière formule). L'exonération de 50 % pour toute embauche à l'issue de ces stages est également reconduite.

Séguin y ajoute désormais d'autres mesures augmentant les parkings à sous-emplois pour des seize-vingt-cinq ans. Les programmes d'intérêts locaux (PIL) deviennent des TUC pour chômeurs longue durée, au tarif de 2 000 francs par mois. L'aide aux travaux à domicile (aides à domicile pour gardes d'enfants) permet aux particuliers concernés comme employeurs de s'exonérer de cotisation sociale jusqu'à 2 000 francs par mois et de déduire de leur revenu imposable une somme allant jusqu'à 10 000 francs. Les TUC classiques peuvent en outre durer deux ans et non plus une seule année.

Les formules les plus bâtarde visent à maintenir des centaines de milliers de jeunes dans une situation d'attente, de précarité avant l'entrée — si elle a jamais lieu — sur le marché du travail. Elles continuent de jouer le rôle de soupe dans la crise.

Jean Lantier



Le projet d'ordonnance aurait, en quelque sorte, les mêmes conséquences sur les services de l'emploi que le projet Devaquet sur les universités.

# L'agence lutte pour l'emploi

*Les salariés de l'ANPE luttent contre le démantèlement de l'agence. Les grèves de la jeunesse leur ont donné des idées.*

Les travailleurs de l'ANPE de la région parisienne ont constitué un comité de coordination, le 10 décembre à midi, avant la grande manifestation des jeunes étudiants et lycéens à laquelle ils participaient pour beaucoup. Ils et elles — beaucoup de femmes sont salariées de l'agence — se trouvaient en grève à plus de 50 % des effectifs, les 9 et 10 décembre. Ils s'opposaient à l'ordonnance de Séguin, redoutable machine de démantèlement d'un organisme créé en 1967 par Jacques Chirac, alors ministre du Travail (*sic!*). Le texte est aujourd'hui sur le bureau du président de la République.

Signera, signera pas ? « Ne signez pas », demandent en tout cas le personnel de l'ANPE et les syndicats CGT, CFDT, FO

et CFTC dans une carte postale adressée à « Monsieur le Président de la République au palais de l'Élysée ».

Le comité de coordination, qui tenait sa première conférence de presse le vendredi 12, représente les différentes agences de la région parisienne. Devant « une multitude de petites unités », morcelées et éclatées les unes par rapport aux autres, se coordonner était impératif. Les membres du comité sont élus au sein de chaque établissement et la moitié d'entre eux sont syndiqués. L'organisation du mouvement des étudiants leur aurait-elle donné des idées ? Bien sûr, répondent-ils : « C'est une méthode intelligente, et nous en profitons. »

Que se trame-t-il donc derrière le projet de réforme

concocté par ce cher monsieur Séguin ? Une militante du comité nous résume l'affaire de façon synthétique : « Le gouvernement vient de reculer sur la sélection dans les lycées, en retirant le projet de loi Devaquet. Ce n'est pas pour que la sélection soit organisée à l'ANPE. » L'accès aux études est en effet un « bout de cette longue chaîne de l'emploi sur laquelle se trouvent également les employés de l'agence ». Le projet Devaquet voulait instaurer et généraliser la concurrence entre les universités et les diplômes qu'elles délivrent. Le projet d'ordonnance de Séguin aurait en quelque sorte les mêmes conséquences en ce qui concerne les services de l'emploi. Le placement de demandeurs d'emploi ne serait plus réservé à l'ANPE, l'Etat perdant le monopole institué en 1945, si ce n'est déjà fait. L'agence serait mise sur un pied d'égalité avec d'autres organismes ou associations privées.

La sélection, l'inégalité des droits en sortiraient évidemment renforcées. Les « ressources » de chaque chômeur permettraient seulement à certains de s'offrir les services de tel ou tel organisme de placement. L'ANPE risquerait d'être condamnée à tenter le placement des demandeurs d'emploi les plus difficiles. Elle ne disposerait plus que des offres d'emplois marginales et précaires. « La mise en place des TUC et des SIVP "étouffe" déjà les services de l'agence » de manière croissante.

Les grévistes de l'ANPE sont très conscients d'une faiblesse de taille : leur image de marque « est très mauvaise, en général, auprès de ceux qui cherchent un emploi, car l'ANPE n'en crée pas ». Au cœur d'une crise qui dure depuis dix ans, avec ses trois millions de chômeurs, les salariés de l'agence subissent les premiers les pressions de toute

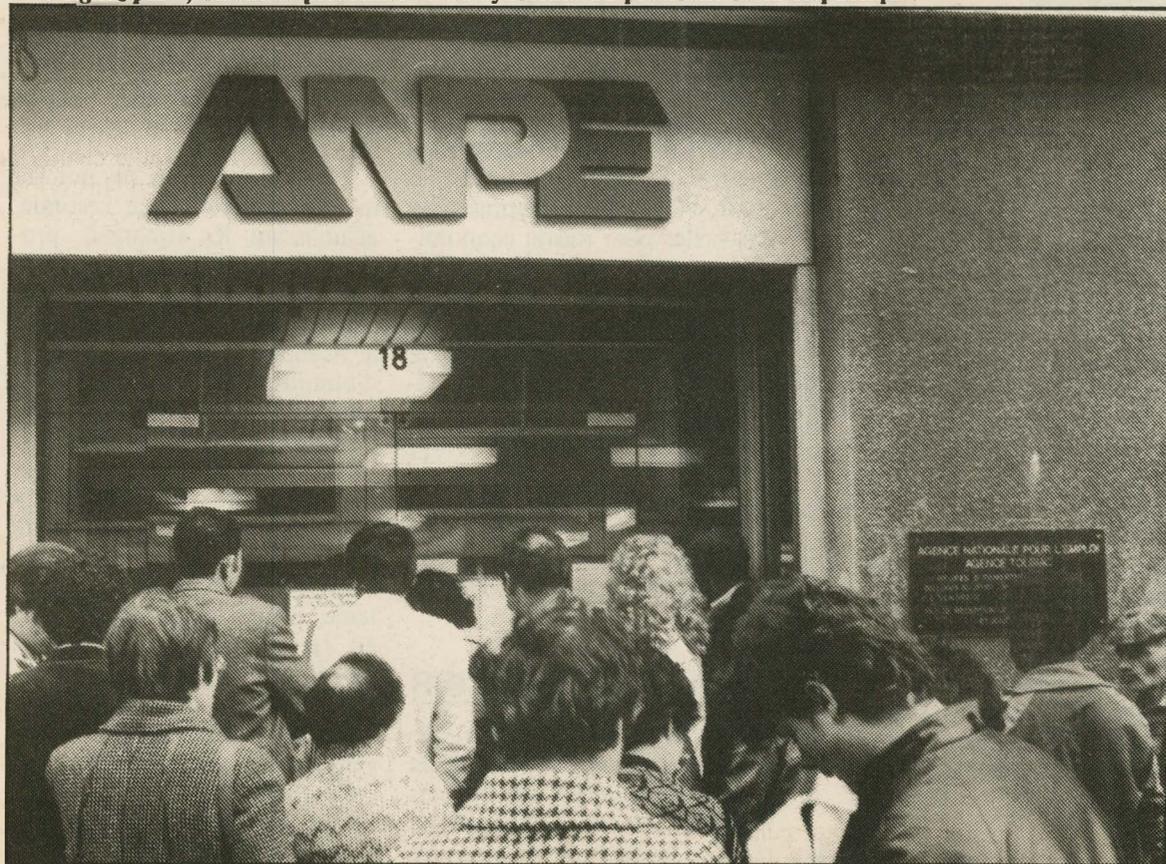
sorte des sans-travail. Ils constituent une sorte de tampon à l'expression du mécontentement des chômeurs. Pour eux, la bataille de l'information est donc la première à livrer. Ils s'adressent par conséquent aux chômeurs dans les agences. Ils ont pris contact avec les organisations de chômeurs et ils éditent une affiche à leur intention. Ils leur font notamment signer la lettre-pétition adressée au président de la République.

Et si le président signe ? « On continuera la lutte », répondent en chœur les travailleurs. Ils sont parfaitement conscients que le projet gouvernemental est une entaille supplémentaire au Code du travail, « une remise en cause de la société où nous vivons ». Il ne résoudra en rien les problèmes du chômage, mais aggravera encore le sort des sans-emploi et des employés de l'ANPE.

Tous les jours, seize mille personnes se présentent à l'agence. Environ quatre millions de personnes y sont passées en 1985. Six cent mille en sont sorties pour entrer en formation. On compte en moyenne une offre d'emploi pour quarante-huit chômeurs. L'ANPE traite approximativement avec succès les deux tiers des propositions qu'elle reçoit. Mais elle ne couvre que 20 % du marché du travail. Le reste est souterrain ! Depuis qu'elle existe, les patrons « violent » l'ordonnance de 1945 instituant le monopole du placement. Et c'est dans ce cadre que monsieur Séguin veut faire boire une nouvelle tasse à l'agence. Evidemment, la réforme de l'ANPE n'a rien à voir avec les « problèmes de société » sur lesquels nos gouvernants observent « une pause ». Le traitement du chômage relève purement et simplement de l'économie, vous dira, en bon libéral, Philippe Séguin.

M. M.

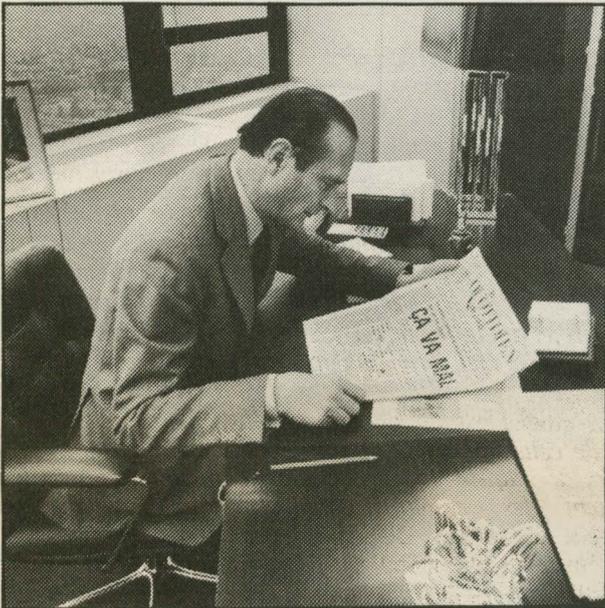
« Ne signez pas », disent le personnel et les syndicats au président de la République.



# BONNE ANNEE...

Rien ne sera jamais plus comme avant », ont promis les membres de la coordination étudiante, à l'issue de leur dernière réunion. On n'a pas fini de mesurer la justesse du propos. Car étudiants et lycéens viennent de faire refluer la vague du néolibéralisme qui déferlait jusqu'alors sur la France. Une génération entière a pris conscience de sa force. Tout le dispositif gouvernemental s'en trouve durablement secoué. Comment désormais faire passer des « réformes » qui s'inspirent de la même philosophie que le projet Devaquet, à savoir l'instauration d'une société d'inégalités et de régression sociales, d'autoritarisme et d'ordre moral ?

Cette droite, qui croyait son heure enfin revenue, doit à présent chercher un nouveau souffle. A quelques mois de l'échéance présidentielle, les plus viru-



lents partisans de la « révolution libérale » font assaut de pragmatisme. Du coup, les dissonances se multiplient dans la majorité, les cliques rivales cherchant à profiter de l'affaiblissement de Chirac. Dans *Globe*, représentants, le ministre de l'Industrie, Alain Madelin, déclare ainsi sans la moindre pudeur : « *L'idée libérale ne doit pas être un pavillon de complaisance pour un certain nombre de marchandises frelatées, qui sont plus conservatrices que libérales.* »

Pris en tenaille entre ces grenouillages et une extrême droite qui veut capter le malaise de la base militante des partis réactionnaires, Chirac et le RPR entendent changer de terrain. Priorité est désormais donnée à l'action économique et sociale. Leur objectif est double. D'une part, il s'agit de désamorcer la contestation, en mettant en évidence quelques bons indices conjoncturels et en faisant monter au créneau les plus cohabitationnistes des ministres, Philippe Séguin et Edouard Balladur. Mais, d'autre part, préparation de la présidentielle oblige, les gouvernants tentent de démontrer à leurs partisans que leur recul n'équivaut pas à une capitulation. Profitant du faible nombre de luttes et de la division ouvrière, ils font adopter au pas de charge une série de dispositions portant gravement atteinte à l'emploi, à la protection sociale et à la législation du travail (voir pages 2, 3 et 4).

Le calcul s'avère fort risqué. L'onde de choc provoquée par le mouvement de la jeunesse pourrait bien favoriser, dans des délais rapprochés, le réveil de certains secteurs du monde du travail. Et l'édifice gouvernemental risque de s'effondrer au premier retournement de la situation économique.

La crise politique se focalise actuellement sur la personne du ministre de l'Intérieur. On ne saurait s'en étonner. Responsable d'un mort et de plusieurs blessés graves lors des dernières manifestations, la police est également suspectée d'avoir joué un rôle des plus équivoques, lors des provoca-

tions du 6 décembre au quartier Latin. Pasqua est en outre devenu l'enjeu des affrontements internes à la coalition au pouvoir. Pièce centrale du dispositif chiraquien, maître incontesté de l'appareil du RPR et de tous les réseaux qui lui sont liés, il subit les assauts de ceux qui, à droite, veulent atteindre la prééminence du parti gaulliste.

Placé de cette façon sur la sellette, l'hôte de la place Beauvau orchestre une dérisoire contre-offensive. Avec les accents populistes et autoritaires qu'on lui connaît, il dénonce la volonté déstabilisatrice des « marxistes » et tout particulièrement de la LCR. Mis en cause dans l'affaire du Carrefour du développement, il traîne en justice les deux journalistes du *Monde* qui osèrent faire état de leurs informations. Sans vergogne, il exploite la tentative ratée d'attentat contre Alain Peyrefitte. L'acte, aussi stupide qu'inutile, laisse pourtant perplexe, tant paraissent troubles les motivations de ses auteurs. On ne peut d'ailleurs s'empêcher de constater que de pareils faits interviennent toujours au moment où le premier flic de France se trouve en difficulté. Bref, en l'espace de quelques jours, on se croirait revenu au temps lointains où Marcellin découvrait un complot par jour et s'efforçait de bâillonner la presse et l'opposition.

Décidément, les derniers événements le confirment, ce ministre se révèle chaque jour plus dangereux. Qui peut dire où s'arrêteront ses délires et ses provocations ? Il faut sans tarder le mettre hors d'état de nuire. Pour cela, dans l'ensemble du pays doit se faire entendre l'exigence unanime des jeunes mobilisés : « *Pasqua démission !* ». Combattre en ce sens, c'est tout à la fois faire œuvre de salubrité publique, conforter la victoire de la jeunesse et affaiblir un peu plus un gouvernement discrédité.

On nous rétorquera sans doute qu'une telle orientation met en cause la cohabitation. C'est incontestable. Il suffit pour s'en convaincre d'observer l'attitude des dirigeants socialistes. Certes, ils cherchent à profiter des difficultés de l'alliance RPR-UDF. Ils saluent la grève de la jeunesse scolarisée et dénoncent les pratiques de Pasqua. Mais ils se gardent bien d'en demander la démission. Pierre



Mauroy précise même, à propos de l'avenir du régime : « *La crise est finie (...) Nous sommes dans une période de cohabitation et le gouvernement doit durer.* »

Toute la stratégie élyséenne tient dans cette phrase de l'ancien Premier ministre. Entièrement polarisé par le prochain scrutin et trouvant des « zones de consensus » dans les domaines de l'économie, de la diplomatie ou de la défense, le président de la République entend ne pas précipiter les échéances. Il ne veut à aucun prix sortir vainqueur d'une élection anticipée qui, provoquée par une mobilisation populaire, limiterait ultérieurement ses marges de manœuvre. Politi-

rien au profil ultra-réactionnaire, Chirac lui apparaît comme son meilleur atout face à un Raymond Barre qui se présente sous les traits d'un modéré. De surcroît, la coexistence instaurée au sommet de l'Etat



depuis le 16 mars préfigure à ses yeux « l'alternance douce » qu'il appelle de ses vœux, entre un grand pôle conservateur et une puissante social-démocratie.

Ces dernières semaines, François Mitterrand a donc voulu éviter une rupture irréversible avec Matignon. Jusqu'en 1988, sa ligne de conduite consiste à profiter de l'usure du maire de Paris pour étendre le champ de ses interventions et s'affirmer, aux yeux des possédants, comme le seul garant de la stabilité du pays.

De tels calculs ne sauraient satisfaire le « peuple de gauche ». Si le bloc au pouvoir se décompose, il dispose encore de ressources suffisantes pour porter de rudes coups à nos conditions de vie et de travail. De ce point de vue, la cohabitation lui laisse les mains libres. D'autant que le chef de l'Etat ne manque pas une occasion de rappeler que la démarche de Balladur et Séguin a été préparée « *bien avant l'arrivée au gouvernement des ministres actuels.* » Laisser s'accomplir ces desseins revient à gâcher une occasion d'élargir la brèche ouverte par les jeunes et de mettre en échec l'ensemble d'une politique qui rencontre l'hostilité du plus grand nombre.

N'en doutons pas, la dernière lame de fond bouleverse les données du débat politique. Signe annonciateur parmi d'autres, le congrès du PSU, la convention du PS et le comité central du PCF ont été dominés par cet événement historique. Lentement mais inexorablement, la nécessité d'une riposte unie des travailleurs va faire son chemin, au moins dans les secteurs les plus immédiatement confrontés à des attaques. Leur détermination comme leur aspiration au contrôle démocratique de leurs luttes ne peuvent que s'en trouver renforcées. Ce dont témoignent, à leur échelle, les grèves organisées à l'AFP et dans les ANPE de la région parisienne.

Bien sûr, rien n'est encore joué. S'il aboutit positivement, ce processus mettra du temps à se transformer en véritable contre-offensive. Reste qu'il appartient aux révolutionnaires, à tous ceux qui n'ont jamais renoncé au combat de classe, d'en réunir les conditions. Dès la rentrée, les occasions ne manqueront pas, de la solidarité aux luttes en cours à la préparation d'un vaste mouvement en défense de la Sécurité sociale, en passant par la préparation d'une gigantesque démonstration nationale pour le retrait total du projet xénophobe de réforme du Code de la nationalité. 1986 a débuté sous de bien tristes auspices, avec la victoire électorale de la réaction. Elle se termine sur un espoir. Bonne année 1987.

Christian Picquet

# ILS TIRENT LES BILANS

La coordination nationale étudiante s'est dissoute lors de sa réunion du jeudi 11 décembre. L'heure des bilans a sonné. Pour cela, nous avons rencontré trois étudiants.

Les étudiants, cernes sous les yeux, ont repris le travail. Les comités de vigilance ou de réflexion se mettent en place, faculté après faculté, grâce à des assemblées générales qui restent massives. Preuve de la lame de fond qui a traversé la jeunesse scolarisée. En forme de bilan, nous avons rencontré trois étudiants. Sylvia Zappi était l'une des quatorze porte-parole de la coordination nationale, elle est membre du bureau national des JCR. Isabelle Martin était, elle, déléguée pour la faculté de Tolbiac à la coordination nationale et est vice-présidente de l'UNEF-ID. Enfin, pour rompre avec une vision trop souvent parisienne, Xavier Vantieghem est étudiant à Lille III et était membre du comité de grève de cette faculté. Nous leur avons posé, séparément, les cinq mêmes questions.

□ *Qu'est-ce qui a permis la victoire ?*

**Sylvia Zappi** — La victoire a été obtenue grâce à la détermination des étudiants : trois semaines de grève, dix jours d'occupation sur la plupart des facultés et trois manifestations massives. Cette détermination se retrouve dans la structuration du mouvement. Une structure complète de contrôle, de démocratie directe. Il y a également le refus de toute négociation et de toute manipulation afin de maintenir jusqu'au bout l'unité du mouvement.

Concrètement, au départ, les assemblées générales convoquées pour informer les étudiants sur le contenu de la loi ont été massives. Elles ont voté la grève. A partir de là, le fonctionnement en assemblées générales permettait d'avoir une discussion la plus large possible, avec tous les étudiants, sur les modalités d'action, sur les décisions à prendre.

Ce sont les militants syndicaux qui ont impulsé ces structures. Ils possédaient une certaine expérience soit parce qu'ils l'avaient vécue, soit parce qu'il y avait eu transmission dans le cadre syndical des expériences passées. Le but consistait à ce que la grève fonctionne le plus largement et le plus



Xavier Vantieghem : « Les objectifs du mouvement ont pu être définis clairement. »

démocratiquement possible. Ces militants qui ont proposé cette structuration ont ainsi joué leur rôle de syndicalistes.

**Isabelle Martin** — C'est l'unité du mouvement du début à la fin. Le mouvement s'est toujours fixé un seul objectif, un seul axe : le retrait total du projet Devaquet. C'est ce qui avait réuni tous les étudiants dans la grève. La deuxième chose, c'est le caractère « naïf » du mouvement. Aussi bien pour les étudiants que pour les lycéens, c'était le premier grand mouvement. Ils avaient quelque part en tête que s'ils manifestaient clairement leur volonté et s'ils étaient très nombreux à descendre dans la rue, ils obtiendraient gain de cause sur tout et pas seulement sur quelques amendements. Les étudiants avaient donc une formidable confiance en eux-mêmes qui a déterminé la force du mouvement. Pour eux, la victoire allait de soi.

**Xavier Vantieghem** — C'est tout d'abord l'information qui a été faite préa-

lablement. Ensuite, la clarté des cibles, l'auto-organisation du mouvement, son indépendance par rapport aux partis politiques et par rapport aux syndicats. Les objectifs du mouvement ont pu ainsi être définis de manière claire.

□ *Le mouvement a commencé « apolitique », la dernière coordination a — anecdotiquement — fini en chantant l'Internationale. Comment expliquer cette évolution et comment s'est-elle effectuée ?*

**Sylvia Zappi** — Dès le départ, une très grande méfiance à l'égard des organisations syndicales et politiques existait. Le terme « apolitisme » ne se reportait pourtant pas au contenu de ce qu'on demandait. Nos revendications étaient politiques. Par contre, les étudiants voulaient éviter toute manipulation et s'auto-organiser, prendre eux-mêmes les décisions.

Ensuite, en trois semaines de grève, les gens discutent, réfléchissent, s'infor-

ment et s'ouvrent sur l'extérieur. Il est vrai que cette radicalisation s'est opérée très rapidement. Les débats sont passés de l'université qu'on refuse à l'université qu'on veut. Nous sommes passés du négatif au positif. Il y a aussi eu l'élargissement à d'autres thèmes comme le Code de la nationalité, le droit à l'avortement, etc.

**Isabelle Martin** — On peut presque fixer mécaniquement la date de l'évolution du mouvement. Ce tournant se situe dans la nuit du 4 au 5 décembre, après la deuxième grande manifestation, lorsque les étudiants et les lycéens ont été confrontés aux violences policières. Cette jeunesse qui n'avait jamais connu ce type de problème a découvert l'existence de l'Etat et de tout ce que cela signifie. Elle a réalisé qu'il ne suffisait pas d'être nombreux et pacifiques face à une provocation du gouvernement qui, à la fois, refusait le retrait du projet et envoyait la police.

Mais, en revanche, ce mouvement n'a pas direc-

tement roulé pour le compte d'un quelconque parti politique. Pourtant, il y a un sentiment très fort de génération qui est né. S'il y a d'autres remises en cause de leur égalité, les jeunes seront capables, sous d'autres formes, à des rythmes différents, d'utiliser ce sentiment très important de victoire qu'ils ont obtenu sur d'autres sujets.

**Xavier Vantieghem** — Les gens ont évolué par eux-mêmes. Ils ont fait leur propre expérience. Au départ, l'apolitisme c'était l'indépendance du mouvement. Après, face à l'attitude du gouvernement, son refus de prendre en compte nos revendications, ses provocations comme la réponse de Monory à la télévision, ensuite la répression policière, les étudiants et les lycéens ont fait point par point l'expérience de ce qu'est le gouvernement, de ce qu'est l'Etat. C'est donc le gouvernement qui a fait évoluer le mouvement.

□ *La démocratie ? Simplement pour éviter les manipulations ? Ou une nouvelle valeur des jeunes ?*

**Sylvia Zappi** — C'est plus que ça. Au départ, évidemment, la démocratie maximale et directe existait et était avancée pour éviter les manipulations. Après, les organisations syndicales ayant fait leurs preuves, ce problème fut relativisé. La démocratie correspond d'abord à une aspiration de la jeunesse qui veut prendre ses affaires en main. Cette valeur est extrêmement profonde. Elle s'oppose diamétralement aux valeurs de Chirac, du libéralisme. L'égalité des droits, le droit aux études pour tous, l'égalité entre les étudiants français et étrangers montrent quelles valeurs étaient mises en avant pour une autre société. Même si cela n'était pas consciemment expliqué par tout le monde. Cette évolution a abouti à un net refus de la politique du gouvernement.

**Isabelle Martin** — Deux aspects se sont combinés. Vu la très forte ampleur de la grève, les étudiants ont ressenti le besoin de se doter de comités de grève, de commissions de travail, d'élire leurs délégués, de la coordination nationale, etc. Deuxième chose, il y avait effectivement une volonté que la démocratie fonctionne à plein : les élus

Noël tombant, cette année, le jour de sa parution, Rouge s'interrompt une semaine. Il reparaitra exceptionnellement le mardi 30 décembre.



**Sylvia Zappi** : « Les étudiants voulaient prendre eux-mêmes les décisions. Ils se sont auto-organisés. »

l'étaient sur un mandat clair voté en assemblée générale. Ils ne défendaient pas leurs positions personnelles, mais ils devenaient les porte-parole du mouvement étudiant. Enfin, un principe, souvent rappelé : les élus étaient révocables à tout moment s'ils ne respectaient pas leur mandat. Il existait donc un contrôle de A à Z. Cette volonté était un sentiment très largement partagé et donc une des valeurs du mouvement qui allait de pair avec la défense de l'égalité des chances.

**Xavier Vantieghe** — Au départ, la démocratie, l'indépendance étaient dues à une forte méfiance vis-à-vis des organisations, provenant de ce que les gens pensent des attitudes de celles-ci, de la bureaucratie, de l'expérience du gouvernement précédent. Mais c'est aussi une valeur. Les étudiants sont attachés à l'idée d'être maîtres de leur mouvement, d'orienter leurs choix et de se prendre en charge réellement. C'est donc la volonté que les

décisions soient réellement démocratiques. Par exemple, à Lille, nous avons dû modifier la composition des directions pour qu'elles correspondent plus à l'état du mouvement à un moment donné. Cette valeur importante se traduisait concrètement avec des remises en cause, par moment, des syndicalistes parce que l'avis d'une personne équivalait à celui d'une autre. Mais à la fin, ce rejet n'existait plus avec l'appel à la population, aux syndicats (la FEN, la CGT, etc.).

□ *La dernière coordination nationale a décidé de se dissoudre et propose la tenue d'états généraux. Quels sont leurs buts ?*

**Sylvia Zappi** — Il existe un souci de maintenir des structures dans chaque faculté. Car si le projet Devaquet a été retiré, les idées forces de celui-ci n'ont pas disparu de la tête de ceux qui nous gouvernent. Tous les étudiants ressentent la nécessité de rester vigilants. Par ailleurs, les états généraux

peuvent centraliser toutes les expériences des comités de vigilance. Les étudiants veulent continuer la réflexion commencée au cours de la grève. Maintenant, ce qui sortira de ces états généraux, je n'en sais rien. C'est aux structures de base de leur donner un contenu.

J'aimerais pourtant que cela puisse être une première étape vers la construction d'une UNEF de masse. Les organisations syndicales, et notamment l'UNEF-ID, ont pris toute leur place lors de la mobilisation et elles ont su s'effacer devant les étudiants. Elles doivent aujourd'hui s'ouvrir. L'idée n'est pas seulement une réunification syndicale entre l'UNEF-ID et l'UNEF-SE, mais également une ouverture vers tous les étudiants qui se sont battus.

**Isabelle Martin** — La dernière coordination n'a pas fixé un cadre très précis. Je crois qu'un sentiment a vu le jour pendant le mouvement : on ne peut se satis-

faire du retrait du projet Devaquet. La réflexion est entamée sur le contenu de la formation, sur des revendications, pour qu'il y ait une véritable démocratisation de l'enseignement supérieur. Pour l'instant, cette réflexion s'est engagée dans chaque université.

Je n'ai pas d'idées précises. De son point de vue, l'UNEF-ID va s'interroger pour s'intégrer dans le processus de réflexion. Mais au fur et à mesure, cela s'affinera lorsque les étudiants discuteront, chacun dans sa faculté, de ce qu'ils veulent pour l'université de demain.

**Xavier Vantieghe** — Il s'agit de ressouder les liens entre étudiants et lycéens, et aussi de déboucher à brève échéance sur des revendications bien précises par rapport à l'université. Il ne faut pas, par exemple, se lancer dans un débat fumeux sur la faculté de l'an 2000 sans prendre en compte les questions budgétaires. Il faut donc parvenir à quelques propositions concrètes sur lesquelles on puisse continuer à se battre dans les mois à venir. Cela passera forcément par une lutte pour obtenir les moyens adéquats pour l'université, la fin des amphithéâtres surchargés, le manque de places et de postes.

Il s'effectuera sûrement un élargissement avec des questions, apparues essentiellement après la mort de Malik, comme l'antiracisme et le Code de la nationalité, et sur lesquelles on doit avoir la même démarche : expliquer et ensuite construire un mouvement unitaire, démocratique dont on a vu les prémisses, il y a quelque temps, avec SOS-Racisme. Les gens ont bien conscience que Devaquet ne représente qu'une



**Xavier Vantieghe** : « C'est le gouvernement qui a fait évoluer le mouvement. »

partie de la logique générale et qu'il existe également les questions de police, de drogue, de prison...

□ *« Rien ne sera plus comme avant. » Qu'est-ce que cela signifie ?*

**Sylvia Zappi** — La jeunesse scolarisée a appris à lutter, à s'organiser. Et, surtout, elle a appris à gagner contre un gouvernement qui était très fort. Cette victoire ne sera pas oubliée. Toute une génération est marquée en profondeur. C'est aussi un changement de la conscience : de nouvelles valeurs sont apparues, partagées par tous les jeunes. Ce qui me fait dire que les luttes de la jeunesse ne se limiteront pas au domaine éducatif.

**Isabelle Martin** —

D'abord, les étudiants vont rester très vigilants pour qu'aucun projet du même type ne ressorte. Mais aussi pour la démocratie, contre toute forme de répression policière. Au niveau individuel, les étudiants ont énormément lu la presse pendant la grève, ils vont sûrement continuer. Individuellement, ils seront attentifs à tous les projets de société concernant la jeunesse. Enfin, collectivement, un sentiment de génération est né et va rester vivace pendant des années. Et si un autre projet vise à remettre en cause l'égalité des droits de tous les jeunes, ces derniers seront capables de se remettre en mouvement et de se servir de l'expérience qu'ils viennent de vivre pour rejeter ce projet.

**Isabelle Martin** : « L'unité du mouvement du début à la fin a permis la victoire. »



**Xavier Vantieghe** — C'est évident. C'est le mouvement le plus important qui ait existé sur les facultés. On pouvait craindre que les choses retombent, mais on voit que les assemblées générales mettant en place les comités de vigilance, comme aujourd'hui à Lille, restent massives. Les jeunes ont pris conscience de leur force et cela portera ses fruits sur le long terme. Une rupture s'est produite : on peut gagner vis-à-vis de ce gouvernement. D'ailleurs, nous organisons actuellement une tournée d'étudiants lillois dans les facultés en grève de Belgique. Et nous comptons tenir un banquet entre lycéens et étudiants dans le courant du mois de janvier. Preuve que ce n'est pas fini.

Propos recueillis par Alain Gwenn

# ROCK COMME REVOLTE

*La musique peut être en phase avec les aspirations du peuple des lycées. Celle d'Indochine exprime une intense volonté de vivre autrement. Nous reproduisons l'entretien que Stéphane, un des membres du groupe, a accordé à « Autre chose ».*

**Stéphane** — Ce n'est pas parce qu'on est à Top 50 qu'on vend forcément de la soupe, qu'on est milliardaire et qu'on fait du show bizz. Nous avons commencé avec deux amplis, et puis ça a marché. C'est tout, mais on est toujours les mêmes. Indochine a toujours soutenu les « revendications » des jeunes. On s'exprime avec notre musique, le rock. On parle de l'aventure, de l'exotisme dans nos chansons, on reconnaît ainsi la grisaille dans laquelle vivent les mômes et on les fait rêver. Le rock est notre moyen d'expression, de révolte. Il traduit l'état actuel de la jeunesse.

Ce qui se passe aujourd'hui dans les lycées et dans les facs, mais aussi parmi les jeunes qui bossent ou qui sont chômeurs, on l'a remarqué dans l'évolution de la musique et dans nos concerts avec le public, qui, depuis quelques années, veut autre chose. Derrière le rejet de la loi Devaquet, (c'est con, il a l'air cool, ce mec), ils expriment leur volonté d'égalité face aux études. Ils aspirent à une société sans racisme, une société tolérante. Cette génération s'est retrouvée dans notre chanson *Troisième Sexe*, car lorsque nous la présentons sur scène, nous disons : « Dans ta rue, dans ta ville, le fait

qu'on te montre du doigt parce que tu t'habilles différemment prouve que ce sont les autres qui sont intolérants. » *Troisième Sexe* permet de dire que ceux qui te désignent parce tu as les cheveux courts et bleus, sapés en punks par exemple, ou d'une façon qui les dérange, sont, eux, les pervers et les intolérants.

□ *Qu'as tu à répondre à L. Pauwels, quand il déclare au « Figaro-Magazine » que les jeunes qui luttent aujourd'hui*

*d'hui sont les « enfants du rock débile » ?*

S — On ne s'adresse pas à lui, je ne vois pas pourquoi il cause de nous. Ils insultent toute une jeunesse et des mouvements qui peuvent peut-être être critiqués, mais d'une certaine manière seulement ! Les Restau du cœur portaient d'un bon sentiment, même s'ils n'ont pas très bien continué. Il y a SOS-Racisme. Les jeunes viennent écouter du rock pour vivre différemment. Quand on lit ces lignes, on

a l'impression qu'il veut créer un nouveau fossé qui tendait à disparaître. Il reproduit l'éternel débat parents-enfants. C'est facile de lancer des insultes dans le *Figaro-Magazine*. C'est pas avec des vieux comme lui que la jeunesse pourra évoluer. Il ne comprend rien au rock ou à toute autre musique.

□ *Pour Indochine, ce mouvement est-il important ?*

S — Depuis trois ou quatre ans, on sait que la bof-géné-

ration n'existe pas. La preuve en est faite aujourd'hui à travers la musique et la lutte des lycéens et des étudiants.

C'est la révolte contre la sélection, contre l'élitisme. Les jeunes veulent se tenir la main pour défendre leurs études et lutter contre le racisme.

Le gouvernement a refusé toute ouverture, toute vision critique de son projet. L'utilisation des violences policières, c'est l'éternelle facilité pour étouffer et briser les cris de révolte. L'assassinat de Malik est un scandale. On a voulu manifester notre soutien, notre écoeurement après sa mort par notre présence anonyme à la manif de samedi dernier. Si on pouvait, on serait présent à chaque manif.

Propos tirés d'*Autre Chose* du 15 décembre 1986

## CODE DE LA NATIONALITE

# RETRAIT, C'EST TOUT !

*Pour le moment, le pouvoir n'a fait que remballer l'un des fleurons de sa politique de ségrégation. Il faut, comme pour la réforme Devaquet, le contraindre à capituler.*

Quand des milliers de jeunes ont crié dans la rue « Devaquet, Monory, un charter pour le Mali ! », ils exprimaient bien leur rejet, au-delà de la réforme universitaire, du caractère ségrégationniste de la politique gouvernementale à l'encontre des immigrés. Ne s'étaient-ils pas déjà mobilisés, pour partie, dans la grande marche des Beurs en 1983, puis en 1984, ou avec SOS-Racisme ?

C'est bien cela qui a fait peur à la clique des Chirac et des Pasqua et qui leur a fait remballer — provisoirement — un des fleurons de leur politique, la réforme du Code de la nationalité. La jeunesse, par sa volonté d'affirmer la nécessité d'une société plus juste, effraie le gouvernement de droite. Mais la fièvre du mouvement étudiant et lycéen retombée, nul doute que les réactionnaires tenteront de ressortir de leurs cartons ce projet raciste, consistant à exclure les jeunes issus de l'immigration. Les fameuses lois Pasqua-Pandraud de l'été dernier sont toujours en vigueur et font quotidiennement de nouvelles victimes, jetant ainsi dans l'insécurité et la précarité des milliers d'immigrés.

Maintenir la pression et la dénonciation, organiser la mobilisation et une démonstration de force supérieure à tout ce que le pays a déjà connu sur ce sujet restent une priorité. Le Code de la nationalité devrait passer au Parlement à

la session d'avril. Il faut dès à présent organiser une grande marche nationale au printemps et mobiliser dans l'unité les milliers de jeunes prêts à crier haut et fort leur refus d'une loi raciste et sans précédent.

Hélène Viken

## MORT AU COMMISSARIAT

Le 26 novembre dernier à La Rochelle, Farid El-Orabi, vingt et un ans, est mort. De « mort naturelle », disent les flics. Et pourtant, Farid avait été arrêté dans la soirée en état d'ébriété, conduit ensuite à l'hôpital où les médecins ne décelèrent rien puis renvoyé au commissariat. Il n'en sortira pas vivant. A la morgue, sa famille remarquera de nombreuses traces de coups.

Mais, vous l'aviez deviné, Farid, d'après la police, avait des problèmes de santé : un cœur faible, un pancréas peu résistant, de l'asthme... Toujours les mêmes ficelles.

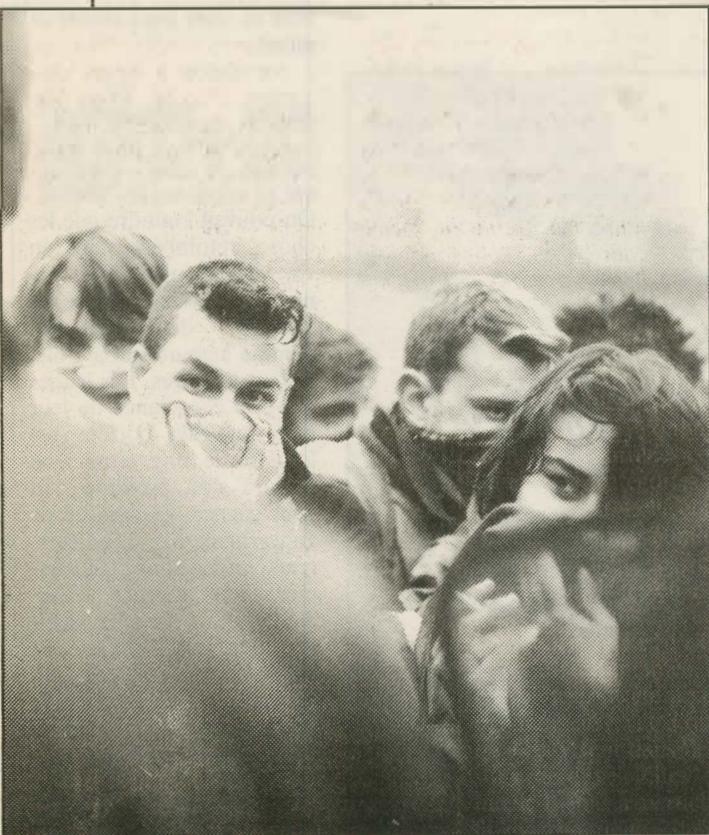
La famille a porté plainte, le MRAP s'est constitué partie civile et un comité pour la vérité sur la mort de Farid s'est mis en place à La Rochelle, où une réunion publique a rassemblé jeudi dernier plus de deux cents personnes.

Une marche silencieuse en a rassemblé le double samedi dernier pour réclamer la vérité sur ce qui ressemble, une fois de plus, à une bavure raciste et mortelle.

Empêcher qu'une nouvelle fois le mensonge ne l'emporte, savoir si Farid, tout comme Malik, serait mort s'il n'avait été frappé par la police ou d'origine algérienne, dénoncer les pratiques violentes de Pasqua, voilà les tâches les plus urgentes à entreprendre, à La Rochelle comme ailleurs.

H. V.

« Depuis trois ou quatre ans, on sait que la bof génération n'existe pas. »



A l'occasion de sa dernière réunion, la coordination étudiante a décidé d'organiser, en mars prochain, des états généraux sur l'université. Ce sera sans doute l'occasion d'aborder une série de questions comme la sélection, sur laquelle nous revenons cette semaine.

En s'accrochant à l'exigence du retrait de la loi Devaquet, les étudiants ont déjoué le piège des mots : tout texte législatif peut recevoir une application douce ou dure, selon les pressions du moment. Même amendée, la loi Devaquet marquait un saut. Imposer le retrait, c'était signifier le refus, non seulement d'un texte, mais de sa logique.

Une logique infernale. Premièrement, les universités délivraient leurs diplômes, ceux-ci étant hiérarchisés. Deuxièmement, les diplômes les mieux cotés attiraient les candidatures ;

la sélection à l'entrée par l'argent (droits d'inscription) se doublait donc d'une sélection par le niveau (examen complémentaire, dossier scolaire, filière de bac). Troisièmement, les meilleurs diplômes attirant la meilleure population scolaire ainsi que les sponsors, les universités du « haut de gamme » creusaient l'écart.

### Mêmes causes, mêmes effets

Ce type de propositions visent à établir un cercle vertueux pour les gagnants et un cercle vicieux pour les

l'OCDE, dans *Dépenses sociales, 1960-1990, problèmes de maîtrise et de croissance*. Ces services sont « distribués aux individus à titre gracieux », il en résulte que certains d'entre eux « font l'objet d'une demande inutile ». De plus, « Les enseignants ont toute latitude pour mettre au point des programmes scolaires se concentrant souvent de façon exagérée sur un enseignement spécialisé, classique et théorique aux dépens du développement de connaissances plus générales à orientation préprofessionnelle, et pour privilégier la fonction d'enseignement

Alliot-Marie ont déjà instauré une « évaluation » des élèves en fin de CE2. Pour orienter les élèves dans des cours moyens de niveaux différents ?

Monory concentre ses efforts sur « l'articulation » entre le lycée et l'université. Il veut introduire une correspondance étroite entre une filière de lycée et un débouché : bac professionnel + vie active, bac technique + IUT/BTS, bac lettres + fac de lettres, etc. Plus encore qu'aujourd'hui, le contenu des études secondaires se trouverait donc défini en fonction des études supérieures. Et le choix

fenêtre. L'enseignement supérieur, asphyxié par l'austérité de moyens et par la compétition interindividuelle, se trouve de plus en plus tiraillé entre deux finalités. Ou il accueille tous les bacheliers dans la formation de leur choix, pour une formation de niveau supérieur, ou il sélectionne les candidats pour des filières hiérarchisées et professionnalisées. Le gouvernement a tenté de dénouer cette contradiction par le vote d'une loi. Il a été mis en échec, mais la contradiction

# POUR EN FINIR AVEC LA SELECTION

librairie diffusion  
**LA BRECHE**

Heures d'ouverture  
lundi: de 14h à 20h  
de mardi à samedi:  
de 12h à 20h



9, rue de Tunis, 75011, PARIS. Tél : 367 63 5

POUR LES FÊTES...  
PLUS DE 5000 TITRES EN RAYONS



5 % d'avoir à partir  
de 500 F d'achats (de livres)

perdants, cantonnés dans des facs dévalorisées. L'ensemble des politiques universitaires en Europe sont marquées par une telle vision de l'avenir de l'enseignement supérieur. Ce qui explique la contagion des réactions étudiantes de l'Espagne à l'Italie, en passant par la France. Parce que les mêmes causes (la crise) produisent partout les mêmes effets (le libéralisme).

Les gouvernements occidentaux se posent au moins deux questions : comment réduire les dépenses publiques et simultanément accroître le nombre d'étudiants ? Est-il opportun d'ouvrir les portes de l'enseignement supérieur, quand il y a surproduction de diplômes, au moins dans certaines branches, par rapport au marché du travail ?

Dans un document intitulé « L'enseignement dans la société moderne », l'OCDE relevait, en 1985, un « détérioration relative de la situation financière des universités » aux Pays-Bas, en Angleterre, en Allemagne, ainsi qu'en France, où la part des universités dans les dépenses totales d'enseignement était de 15,5 % en 1967, 14 % en 1977, 11,9 % en 1982 et 12,2 % en 1983. Rappelons que le budget de l'Education — qui a atteint 19 % du budget de l'Etat dans les années soixante-dix — a été stabilisé légèrement en dessous de 16 % depuis 1985.

L'austérité conduit aujourd'hui à traquer « l'inefficacité dans la distribution des services d'enseignement », toujours selon une expression utilisée par

au détriment du processus d'apprentissage. » N'est-ce pas là l'inspiration du ministre Monory ?

Le libéralisme tend donc à transférer la charge du financement de l'enseignement supérieur de l'Etat vers les ménages, voire les entreprises. Il rentabilise en outre le coût de l'enseignement supérieur, en l'indexant sur sa « qualité ». C'est à l'usager de fixer lui-même le prix qu'il est prêt à payer pour un enseignement. Dauphine coûtera ainsi plus cher que Censier, parce qu'elle possède un meilleur rapport. La concurrence entre établissements universitaires, pour attirer les clients et les sponsors, est donc l'instrument privilégié du désengagement de l'Etat de l'enseignement supérieur.

### Concurrence et pédagogie

Mais la concurrence n'est pas seulement la solution libérale à un problème financier. Elle a un revers pédagogique : en renforçant la hiérarchie des formations, elle exacerbe aussi la sélection. A chaque étape du cursus scolaire, l'entrée dans un établissement ou dans une filière devient l'objet d'une présélection, en amont. Celle-ci s'applique par ricochet à tous les niveaux d'orientation antérieurs à l'université : pour tel diplôme, telle faculté ; pour telle faculté, tel bac ; pour tel bac, tel lycée ; pour tel lycée, tel collège. Chaque famille se voit incitée à définir une stratégie de plus en plus précoce. Monory et

d'une filière se ferait dès la seconde. Voilà l'exemple d'une présélection, appliquée à l'entrée du lycée, pour faciliter la présélection à l'entrée de l'université...

On souhaite donc au ministre mettre très vite l'élève sur des rails condui-

demeure. car ses causes sont actives.

Quelles sont-elles ? Les adeptes du marché diraient : la demande d'enseignement tire vers le haut, quand l'offre tire vers le bas. Les mêmes causes conduisent l'Etat à resserrer ses



Une destination prédéterminée ?

sant à une destination prédéterminée, et le soumettre à la pression permanente de la présélection. Plus précoce sera l'orientation, plus il sera aisé de rentabiliser les savoirs dispensés. Moins nombreux seront du même coup les étudiants fourvoyés dans les « demandes inutiles » de formation.

### Une crise omniprésente

Telle est la logique d'une orientation, assumée aujourd'hui par Monory. On doit sans doute la mettre sur le compte de l'idéologie libérale et de ses excès. Mais la politique symbolisée par la loi Devaquet est surtout dictée par la crise, à tout gouvernement qui s'enferme dans ses « contraintes ».

Les étudiants peuvent légitimement craindre que la logique Devaquet, chassée par la porte, ne rentre par la

dépenses d'enseignement et la population à exiger davantage d'école. D'où les tensions matérielles, pédagogiques et humaines dans le système éducatif. L'avenir de ce dernier ressort d'un choix de société, que formulait en ces termes Alain Lipietz, universitaire de Paris VII, dans le *Monde* du 16 décembre : « Si la société demande l'épanouissement maximal des capacités individuelles et collectives, alors elle assigne d'abord à son université la mission d'offrir au plus grand nombre de ses membres la possibilité d'apprendre, de comprendre, de critiquer le monde en vue de le transformer ; elle subordonne ensuite l'organisation de son économie à la pleine mise en œuvre de son potentiel collectif. »

Cela vaut condamnation du libéralisme, mais au-delà, de l'organisation sociale qui le sous-tend.

Nicolas Jeanson

# FORCE DE LA DEMOCRATIE

*La ténacité et la cohésion de la grève étudiante fut le résultat de sa structuration démocratique. La victoire montra son efficacité. Pourquoi les salariés ne s'en inspireraient-ils pas ?*

Dès le début du mouvement étudiant, une coordination se met en place. Non une direction parachutée mais une structure émanant des comités de grève, eux-mêmes désignés par les assemblées générales des facultés.

Bien souvent, la grève des salariés d'une même branche reste cantonnée à l'entreprise. Seule la direction syndicale dispose de l'ensemble des informations. Aucune relation entre entreprises de la même branche ou du même groupe ne peuvent s'établir si elles ne passent pas par le canal syndical. La coordina-

tion nationale étudiante offre une autre expérience.

## Expérience précieuse

Dès le début du mouvement, le 15 novembre à Caen, une coordination interfacés regroupe une quinzaine d'universités. L'appel des étudiants de Caen, bientôt suivi par Villetaneuse, se répand comme une trainée de poudre. Les états généraux du samedi 22 novembre, initialement convoqués par l'UNEF-ID se transforment en états généraux des comités de grève. Le syndicat s'efface volontaire-

ment. Ainsi, dès le début, la forme démocratique et unitaire de la grève permet de maintenir un haut niveau de cohésion. Les syndiqués, les dirigeants syndicaux, au même titre que n'importe quel gréviste, avancent leurs propositions mais se soumettent au vote des grévistes.

La coordination nationale fonctionne comme la pyramide des comités de grève élus par la faculté. C'est elle qui prend les décisions. Avant chaque décision, les délégations consultent les assemblées générales de faculté qui leur donnent des mandats impératifs, dont elles doivent

rendre compte devant la réunion suivante.

Le 2 décembre au soir se met en place un collectif d'au moins dix membres révocables à tout instant par la coordination. Le caractère révocable permet à toutes les délégations de contrôler le mandat collectif. Elles ne laissent d'autre autonomie au collectif que celui d'un exécutif, chargé de mettre en œuvre les décisions adoptées par la coordination souveraine.

Véritable modèle de démocratie, la coordination du 2 décembre désigne une délégation de vingt membres dont le mandat est

collectivement établi. Aucun dérapage n'est permis, aucun amendement du texte de loi n'est autorisé. Cela fait hurler Monory et Devaquet car toute tentative de diviser le mouvement est, de cette façon, rendue impossible.

La fin de la coordination illustre bien la maîtrise de la relation entre syndicats et comités de grève. L'intervention de Daniel de Caen le 11 met en évidence les prolongements syndicaux de l'expérience collective. Pourquoi ne pas procéder à la remise sur pied d'une grande UNEF, représentant tous les étudiants, prolongement de l'unité et de la démocratie pratiquées devant la mobilisation. Prenant pour exemple l'appel de l'UNEF à la manifestation contre la guerre d'Algérie à Charonne, il fait acclamer cette perspective par l'assemblée qui tire les leçons de la victoire.

## LUTTE OUVRIERE

# SINGULIERES CONCEPTIONS

*Pour la première fois depuis longtemps, les courants d'extrême gauche ont pu confronter leurs orientations au développement d'une gigantesque mobilisation. Cela mérite qu'on s'y arrête. En prenant l'exemple de nos camarades de Lutte ouvrière.*

On chercherait vainement un tract signé Lutte ouvrière, adressé au mouvement des jeunes. Il s'agit apparemment d'un choix conscient. Comme le dit la rédaction de l'hebdomadaire, dans sa livraison du 6 décembre, « Le problème pour nous n'est pas de le politiser, au sens de lui faire adopter on ne sait trop quelles revendications qui nous ferait davantage plaisir à nous révolutionnaires. Non, le problème n'est pas de le politiser. Il est politique par essence. »

Ainsi, les militants de Lutte ouvrière sont intervenus en grand nombre aux portes des lycées et des LEP, dans la pure intention d'aider le mouvement. Certains se sont même fait élire à des comités de grève... juste pour l'aider. Et prenant soin de ne pas apparaître en tant qu'organisation, ils ont mis au service des jeunes leur force organisée...

Puisque objectivement, ce mouvement est politique à quoi sert donc LO et l'effort de ses militants pour prendre pied dans les lycées ? L'intervention existait bien mais drapeau dans

la poche. Simple souci pédagogique visant à respecter les rythmes du mouvement ? Ou volonté de tirer le meilleur parti du caractère accueillant des lycéens en grève ? Les JCR, quant à elles, n'ont pas hésité à sortir un quotidien, pour le mouvement et en leur propre nom. Ce faisant, elles marquaient que le point de vue des révolutionnaires ne pouvait être absent au cœur d'une telle mobilisation.

Bref, le sigle Lutte ouvrière disparut dans le mouvement. Mais ce fut pour mieux conforter l'intervention de certains militants. Car l'organisation d'Arlette Laguiller n'a pas hésité, quel que fut l'état réel de la grève dans un certain nombre de lycées à pousser à la succession de manifestations quotidiennes, tout en découpant soigneusement des coordinations lycéennes. « Nous sommes démocratiques à son égard... », explique à présent la direction de LO. Soit. Aux preuves !

Pousser à l'organisation de comités de grève en milieu lycéen essentiellement, en faisant élire des étudiants parrainés par des militants de Lutte ouvrière

cachant leur identité politique, est-ce vraiment la bonne méthode ? Renforcer l'isolement de certaines coordinations locales de lycéens, dans le seul objectif de ne pas mêler ses comités de grève avec ceux de SOS-Racisme, est-ce là une pratique relevant de l'auto-organisation indépendante et démocratique du mouvement des jeunes ? Tailler dans la vaste lame de fond des lycéens, son pré carré, est-ce bien ce qu'on peut attendre d'une organisation révolutionnaire, en d'autres temps, championne de la propagande pour les comités de grève ?

A l'inverse de ces pratiques, les militants LCR ou

JCR, recueillant la confiance des assemblées générales de grévistes, ont choisi de faire connaître leur appartenance politique. Ils n'ont pas hésité à soumettre ouvertement leur pratique à l'ensemble des grévistes. Ce respect de la démocratie directe du mouvement, allant de pair avec l'affirmation de l'appartenance politique des militants, renvoie au fond à une certaine conception des comités de grève, outils précieux et indispensables pour le contrôle démocratique par des luttes de masse. Peut-être est-ce là un débat avec Lutte ouvrière.

Jean-Christophe Rebois

Quand la disparition du sigle va de pair avec une activité démultipliée des militants de LO...



## A qui le tour ?

A s'en tenir aux communiqués, l'expérience a été saluée par tous ceux qui soutenaient le mouvement. Le 7 décembre, le bureau confédéral CGT note par exemple que « l'unité, l'indépendance, l'esprit de responsabilité dont ils ont fait preuve depuis l'origine constituent la force du mouvement étudiant. C'est dans cette voie qu'il faut poursuivre ».

Fort bien. Appliquons donc la méthode aux grèves des salariés. L'unité ? Elle est en effet une condition du succès. L'indépendance ? Si le syndicat de travailleurs était capable de s'effacer devant une coordination des grévistes en lutte, il faciliterait à l'évidence l'extension d'un mouvement naissant. L'esprit de responsabilité ? Comment mieux le faire s'épanouir qu'en constituant des comités ou tout gréviste, élu par l'assemblée générale, pourrait prendre en main les affaires du mouvement, en liaison avec les autres entreprises ?

La grève générale des lycées et des facultés a mené à la victoire. Les raisons profondes de ce succès devaient inspirer les pratiques de celles et ceux qui veulent faire subir aux réformes de Séguin le sort réservé à celle de Monory-Devaquet.

Jean Lantier

Dans sa grande majorité, la CFDT était solidaire des mobilisations étudiante et lycéenne. Maire et la commission exécutive ont préféré négocier avec le pouvoir, sur le dos des principaux intéressés. Ce qui leur aura fait manquer un nouveau rendez-vous.

La commission exécutive (CE) se félicite de la position prise par le Premier ministre (...) qui rend sans objet la manifestation prévue pour mercredi. Ce communiqué du lundi 8 décembre démasque la vraie ligne politique d'un secrétaire général de la CFDT qui use et abuse de son écho dans les médias. Comment oser annuler une manifestation à laquelle on n'appelait pas ? Comment oser apparaître comme « celui par qui tout a pu se dénouer » ?

Les rôles, pourtant, sont nettement répartis, ce lundi matin. Le mouvement étudiant et lycéen a obtenu un premier recul du gouvernement. La répression est très dure, sanglante. Voulu par

global de politisation encore plus fort... » Chirac prend acte. Plutôt que de payer plus chèrement un recul trois ou quatre jours plus tard, mieux vaut sauter le pas tout de suite.

### Trouble généralisé

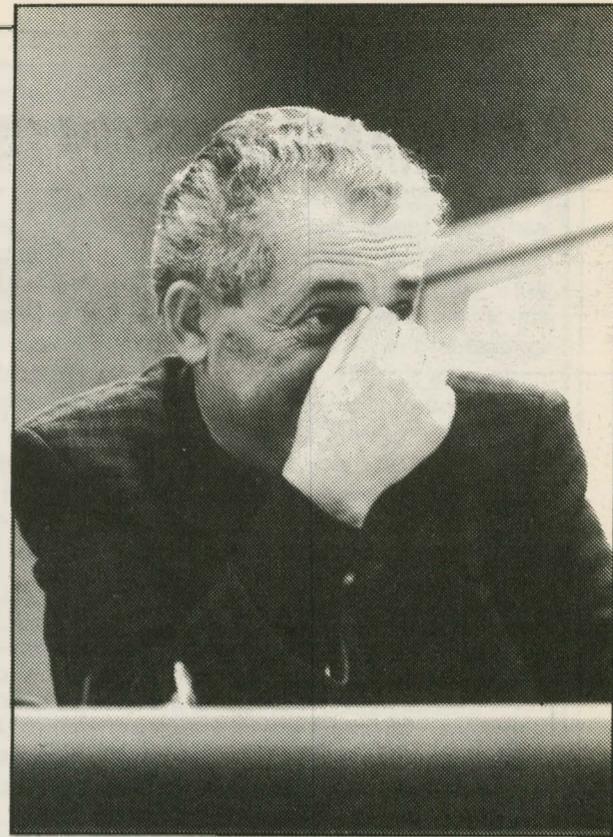
Qui a donc fait « retirer » la loi ? A l'évidence le mouvement des jeunes en train de se lier au mouvement ouvrier. Fallait-il vraiment les « remarques intelligentes » d'Edmond Maire pour que Chirac opère un repli tactique forcé ?

Le dernier revirement de Chirac n'annulant pas la répression, les étudiants maintiennent l'appel à ma-

Chirac, une réunion des secrétaires de fédération se trouvait mise devant le fait accompli. On imagine sans peine les réactions, alors que beaucoup de structures, tant nationalement qu'au niveau départemental, avaient déjà appelé à manifester !

Hors de l'appareil dirigeant, les remous sont également terribles. Combien de militants ne se reconnaissent plus dans la politique confédérale, même parmi ceux qui, à d'autres moments, s'adaptent ? La question revient sans cesse : comment comprendre ce qui se passe ?

L'affaire est pourtant claire. Depuis le début, la confédération n'a pas voulu



Pour continuer à s'entremettre, Maire a préféré faire semblant de ne pas voir l'aspiration de toute une génération.

tions » du projet gouvernemental.

### Ligne ridiculisée

Cette ligne est ridiculisée, étape par étape, par le mouvement des jeunes. Le 27 novembre, juste avant la première grande manifestation nationale, la CE confédérale demande que « la loi Devaquet prenne en compte » les objectifs des étudiants. Le lendemain, dans une lettre au Premier ministre, elle constate « l'ampleur des manifestations » et « demande donc au gouvernement de prendre en compte ces exigences (...) en retirant le projet de loi ».

Après la répression contre la manifestation du 4 décembre, elle critique « ceux qui, au sein de la majorité, ont cherché à stopper le mouvement devant le spectre de la violence ». Mais elle ajoute que « la CFDT sait le prix des manœuvres gauchistes pour le mouvement ouvrier » et appelle les étudiants à la vigilance. Autrement dit, la CE confédérale, avant toute enquête sur les agissements de Pasqua, reprend à son compte une partie des arguments du Figaro ! Selon elle, « l'avenir du climat social appelle, aussi bien pour les jeunes que pour les salariés, un changement d'attitude du gouvernement ».

C'est édifiant ! La direction confédérale n'intervient pas pour développer l'action de masse et construire un rapport de forces favorable aux travailleurs. Elle joue le rôle de conseiller en « paix sociale » auprès de Chirac. Le dimanche 7 décembre, le secrétaire général y ajoute son grain de sel personnel. Usant de sa prérogative de « président » tout puissant, il fixe à la télévision ses conditions détaillées pour sa participation à la manifestation du mercredi 10. Il veut, dit-il,

« rencontrer la coordination étudiante » alors que, à l'inverse de la FEN et de la GGT, la confédération n'avait même pas envoyé d'observateur à la réunion de cette même coordination durant la nuit du samedi au dimanche précédent.

Honteux ce comportement. Stupide aussi. Car comment être prisonnier des rapports avec Chirac au point de ne pas voir quel

### La CFDT y était !

En plus des organisations CFDT notoirement en désaccord avec la direction confédérale (comme la fédération Hacutex ou la région Basse-Normandie), des fédérations comme le SGEN, la FGTE (Transports-équipement), la FGE (électricité-gaz), les Finances, Interco (collectivités locales), la justice appelaient aux manifestations du 10 décembre. De nombreuses unions départementales, et unions locales ont fait de même. Ainsi, dans la plupart des grandes villes, la CFDT « y était », et y avait appelé, sans attendre les directives contradictoires de la commission exécutive confédérale.

encouragement immense représente le mouvement étudiant pour les syndicalistes et les travailleurs ? Comment avoir hésité après les exactions policières, au lieu de se mobiliser pour défendre le droit de manifester ? Un rendez-vous historique a été manqué par l'état-major fédéral. Si la CFDT ne l'a pas tout à fait manqué, c'est bien malgré la direction.

Bernard Macaire

CFDT

# LA DER DES DER

la coordination nationale, la jonction avec le mouvement syndical est sur le point de s'effectuer. Une fois passés les discours guerriers du congrès du RPR, Chirac veut s'en tirer. Et Maire va lui tenir un discours « bergeronesque ». En substance, il lui indique : « Je ne peux faire autrement qu'appeler mercredi si vous ne retirez pas la loi ; et cela risque d'enclencher une dynamique sociale et un mouvement

nifester pour le 10 décembre. Ce qui n'empêche pas Maire, avec la commission exécutive confédérale, de déclarer cette manifestation « sans objet », avant de décider « une délégation ».

Toutes ces démarches de la CE et du secrétaire général sont jugées scandaleuses par la majorité des militants ; les autres se disent « troublés » ou « mal à l'aise ». Au moment même où Maire discutait avec

d'un affrontement. En septembre dernier, au Conseil économique et social, elle a voté en faveur d'un « avis » préconisant de gros amendements, afin de rendre la loi discutable et votable. Le représentant de la CFDT, tout en jugeant la loi « inopportune » et les « amendements » suggérés trop limités, a voté pour l'« avis ». Il marquait aussi une volonté, commune avec FO, de « négociations » et de « correc-

Un mort, des blessés graves : cela n'a pas suffi à la direction confédérale.



## SOLIDARITE AVEC LES PRISONNIERS CHILIENS

Le 1<sup>er</sup> décembre dernier, la Coordination nationale des prisonniers politiques chiliens décidait d'entamer une grève de la faim illimitée. Elle fut suivie par cinq cents détenus, dont cinquante-huit femmes, dans quarante-trois prisons du pays.

Ce mouvement visait à sensibiliser l'opinion sur la condamnation à mort de trois militants du Mouvement de la gauche révolutionnaire (MIR) par un tribunal militaire et sur les menaces qui pèsent sur dix-huit autres personnes.

A travers leurs protestations, les prisonniers exigeaient l'accélération des procédures judiciaires, la possibilité d'accès au bénéfice de la loi sur les libertés conditionnelles, l'abrogation de la peine capitale pour délits politiques ainsi que la libération immédiate des emprisonnés politiques.

Dans plusieurs pays d'Europe, aux Etats-Unis et au Canada, des exilés chiliens, les mouvements de défense des droits de l'homme, des gouverne-

ments, des partis politiques se sont mobilisés pour sauver la vie des trois militants menacés. A Paris, un jeûne a été organisé à partir du 5 décembre par l'Association des familles des détenus et disparus au Chili. Des centaines de personnes sont venues apporter leur appui à cette action qui a permis la mise en place d'une coordination des organismes de solidarité avec la lutte du peuple chilien.

La grève s'est achevée le 12 décembre — le lendemain de celle déclenchée au Chili — les prisonniers chiliens ayant obtenu de la cour martiale l'annulation des condamnations à mort.

Mais le combat est loin d'être terminé. Dans un communiqué, huit associations, dont l'Association des familles de détenus et disparus indiquent : « Nous appelons à la vigilance, car il y a toujours quatorze prisonniers politiques qui risquent la peine de mort, et six cents autres qui croupissent dans les prisons de Pinochet. »

## LE COUT DES MANŒUVRES

La presse a largement rendu compte cette semaine des problèmes posés par la présence de l'armée nord-américaine sur le territoire hondurien. L'armée nicaraguayenne vient par ailleurs de donner quelques chiffres concernant le coût de cette présence et de ces manœuvres : les vols d'espionnage (le Nicaragua en a compté 169 entre janvier et novembre 1986) coûtent chacun entre deux et quatre cent cinquante mille dollars. Ne sont pas comptabilisés ici les 254 vols provenant du Honduras et les 216 du Costa Rica. La flotte des Etats-Unis maintient en permanence deux ou trois navires de guerre, équipés de système radio sur les côtes pacifiques du Nicaragua ; quant aux manœuvres militaires des Marines, 13 exercices ont eu lieu entre janvier et octobre 1986. 3 500 à 4 500 hommes sont maintenus en permanence au Honduras, outre la contra. Les aides directes à la contra et son ravitaillement ne sont pas incluses dans ces calculs. Sans commentaire !

## COURTS... ... METRAGES

### LE PSU VERS UN MOUVEMENT ALTERNATIF

Réuni du 12 au 14 décembre à Bourg-en-Bresse, le XVI<sup>e</sup> Congrès du PSU présentait un aspect inhabituel : pas de tendance, un rapport d'activité quasi unanime, etc. Le débat n'en fut pas moins animé quand on aborda le vif du sujet : le dépassement du PSU dans le mouvement alternatif.

Certaines fédérations, certes très minoritaires, proposaient ni plus ni moins que de prendre acte de l'autodissolution du PSU. Mais, surtout, un courant plus important autour de Victor Leduc et de Bernard Ravnal proposait que l'appel à construire un mouvement alternatif s'accompagne d'ores et déjà d'un « contrat [avec qui ?] de dépassement ».

Après de longs débats en commission des résolutions, c'est un tout autre choix que devait faire le congrès : la résolution finale adoptée par 96 % des mandats comporte deux éléments. D'abord un « contrat de travail » qui définit les axes d'intervention et de campagnes du PSU pour l'année à venir : batailles contre la réforme du Code de la nationalité, pour la formation et l'emploi de la jeunesse, etc. Ensuite, « l'Appel de Bourg-en-Bresse » qui précise la démarche du PSU : « Le congrès du PSU appelle à la formation d'un large mouvement pour une alternative socialiste, autogestionnaire et écologiste. » Perspective concrétisée dans un appel à « la création, le plus tôt possible, d'un comité d'initiative composé de représentants d'organisations, d'associations, de personnalités dévouées à s'engager dans la construction du mouvement (...) L'objectif est la création d'une force politique capable de se battre sur tous les terrains, y compris institutionnels. » Enfin, l'appel précise la propre insertion du PSU dans ce cadre : « Le PSU engagé collectivement dans ce comité pourra ainsi décider des rythmes de son dépassement au fur et à mesure de la construction de la force politique nouvelle que nous souhaitons. » Nous y reviendrons.

### GREVE ECLAIR

Grève éclair à la FNAC du Forum des Halles à Paris, le samedi 7 décembre. « Y'a-t-il un Devaquet à la FNAC ? », s'étaient demandé les salariés de l'entreprise en prenant connaissance d'un « projet » de suppression du paiement des heures supplémentaires à 150 %, acquis de longue date pour les employés qui n'observent qu'un jour de repos au cours de la semaine.

Après une assemblée générale, les grévistes décidèrent d'occuper les magasins à 12 h 30. Après deux heures d'occupation, la direction céda illico et annula son projet. Une grève au moment des achats de Noël : quelle tuile ! Le président Baroin, la star montante des médias, PDG de la Garantie mutuelle des fonctionnaires, de la FNAC et de quelques dizaines d'autres sociétés, haut dignitaire franc-maçon, récemment ordonné responsable suprême des manifestations officielles qui se dérouleront pour le bicentenaire de la révolution de 1789... en est, paraît-il, resté assis.

Les deux heures de grève ont été payées !

### CARMAUX LES MINEURS REMETTENT ÇA

Après les dix jours de grève de février 1986, la direction des Houillères s'était engagée à réussir un plan social visant à trouver des emplois durables aux jeunes mineurs. Ce plan devait être mené parallèlement à la fermeture du fond qui devait s'étaler jusqu'en mars 1988. Pourtant, le 2 décembre, FR3 Toulouse annonce la fermeture du fond pour le premier semestre 1987. La nouvelle fait l'effet d'une bombe. Et le 4 décembre, jour de la Sainte-Barbe, patronne des mineurs, ceux-ci se retrouvent dans la rue.

Le 5, le comité des Houillères confirme la fermeture du fond, annonce que 1987 sera une année de transition et que les effectifs devront passer de 1 600 à 800 personnes. Des jeunes (moins de dix ans d'ancienneté) seront mis en congé individuel d'adaptation professionnelle et les plus anciens (plus de vingt-six ans d'ancienneté) en congé charbonnier de fin de carrière, ces deux mesures ayant un caractère national. Le lundi 8, la grève commence au fond, puis s'étend les jours suivants au lavoir et à la cokerie, d'abord soutenue par la CGT, puis par FO.

En fin de semaine, tous les services sont arrêtés et une coordination syndicale CGT, FO, CFDT, CFTC et CGC se met en place avec des assemblées générales chaque matin qui décident des actions de la journée : des tonnes de charbon sont déposées aux quatre coins de la ville ; la FECC, entreprise privée payée par les Houillères pour chercher des emplois locaux, est envahie et ses dossiers brûlés sur la voie publique ; manifestations à Carmaux et Albi pour informer la population. La lutte, de plus en plus massive, se poursuit.

## A EN PLEURER

### L'OSCAR DES MINABLES

Qu'est-ce qu'un vrai faux passeport ? C'est un faux passeport vraiment délivré par Pasqua. « Passeport, s'ouplait », dit le douanier : « Passe quoi ? », répliqua Chaliar.

Qui donc criait : « La télé est à nous ! » ? Gros-sière erreur : la télé est à eux. A FR3, le PDG nouveau est arrivé. Il s'appelle Han, et porte le bonnet du RPR... Définition du petit Larousse : « Han. n. m. inv. (onomat). Cri sourd d'un homme qui frappe avec effort. » Amis téléspectateurs, retrouvez le plaisir des soirées dominos.

Sur Antenne 2, Claude Contamine la télé ; quand vous allumez votre poste, éteignez le gaz, le mélange pourrait exploser. Le nouveau patron vient de nommer Jean-Marie Chabada-bada, directeur de la programmation et de l'information : « Madame, mademoiselle, monsieur, bonsoir. Voici du sirupeux, du soporifique, de l'aséptisé. Avec A2, c'est à deux, avec le RPR : Repos-Pasqua-Réto. »

Heureusement, il nous reste la 5, et quelques bonnes pubs entre deux tranches de film. Tout n'est pas perdu. Et si, vraiment, la télé vous fait mal aux yeux, lisez le journal : vous n'allez quand même pas reprocher à Hersant d'être infodé au RPR ?

La palme d'or des minables, l'Oscar des ambitieux sans envergure, le César du politicien creux revient à l'unanimité à Léotard : l'enfant prodige prêt à tuer père et mère pour avancer d'une case est incontestablement le plus nul. Le jeune marathonnien qui pète dans la soie depuis tout petit n'a décidément que des jambes. Et de la gueule. Il aura tout avalé, ce petit marquis. Glurps après glurps. Ministre de la Communication, il met en place une commission nationale de censure des libertés qui lui fourgue des PDG de chaîne RPR ! Léo, la carpette qui absorbe toutes les taches. Essayez vos pieds, SVP, Léo est dans l'escalier.

Nicolas Jeanson

### ECOLES NORMALES EN GREVE

Dans son élan dévastateur, René Monory a prévu la suppression de quatre cents postes de professeurs d'école normale où se forment les futurs instituteurs. Dans la Seine-Saint-Denis, cette mesure se traduira par la suppression de trente-neuf postes !

C'est une façon de liquider les centres de formation d'instituteurs. Pour la façade, Monory se pose en défenseur de la qualité de la formation

des maîtres. Mais sa politique va exactement dans le sens opposé. Un petit mensonge de plus au passif d'un ministre qui cache sa brutalité derrière le genre patelin.

Forts du succès des lycéens et des étudiants et après la grève très suivie des professeurs d'école normale les 4 et 5 décembre dernier, les « normaliennes » et les « normaliens » rentrent en lutte. A l'EN du Bourget, de Bonneuil ou des Batignolles en région parisienne, à Caen, Dijon et ailleurs, la grève démarre. Les EN se coordonnent pour la défense de leur potentiel et l'annulation des suppressions de postes.

## REPRESSION ANTISYNDICALE EN GUADELOUPE

Etudiants, lycéens et immigrés ne sont pas les seuls à pâtir de la politique brutale de Pasqua. Les peuples des DOM-TOM connaissent eux aussi ses pratiques.

Une vague d'interpellations touche ainsi le mouvement syndical et indépendantiste guadeloupéen, à la suite des attentats perpétrés au mois de novembre.

Les militants de l'Union populaire pour la libération de la Guadeloupe (UPLG) ont tout d'abord fait les frais de la répression coloniale. Puis ce fut le tour de nos camarades du GRS dont le local fut perquisitionné par des CRS armés jusqu'aux dents. Un vieux militant de la section antillaise de la IV<sup>e</sup> Internationale, Max Ganot, et un

militant de Combat ouvrier furent également appréhendés.

Alex Lollia, membre de la direction nationale du Mouvement d'action syndicale unifié (MASU) et militant du GRS, vient, quant à lui, d'être gardé à vue durant quarante-huit heures, à l'occasion de son passage à Paris. Deux militants du Mouvement pour une Guadeloupe indépendante (MPGI) et deux militants de l'UIC, un syndicat proche de la CFDT, étaient parallèlement appréhendés.

Selon Alex, « le gouvernement veut donner un coup d'arrêt à la revendication indépendantiste. La situation se dégrade brutalement chez nous. En Guadeloupe et en Martinique, on installe des zones franches, où les travail-

## COURTS... ... METRAGES



### Cadeaux de fin d'année

Tu hésites : un parfum, un disque, les œuvres complètes de Tapie, un micro-ordinateur...

Si tu veux faire un cadeau intelligent, un cadeau témoin de « la France qui gagne », un cadeau qui chaque semaine fera penser à toi celui ou celle à qui tu l'offres, ne cherche plus :

### OFFRE UN ABONNEMENT A

### ROUGE ET CRITIQUE COMMUNISTE

J'offre :  un abonnement d'un an à Rouge et Critique communiste : 450 F  
 un abonnement de 6 mois à Rouge : 160 F  
 un abonnement de 3 mois à Rouge et Critique communiste : 150 F

Nom .....  
Prénom .....  
Adresse .....  
Code postal ..... Ville .....  
Pays .....

Règlement à l'ordre de la PEC. Envoyer à PEC, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil

## UN MILLIER A LA MUTU

Lundi 15 décembre, un bon millier de personnes se sont rendues salle de la Mutualité (à Paris) à l'appel des JCR et de la LCR pour tirer les leçons du mouvement de la jeunesse. Une salle comble, composée essentiellement de jeunes, étudiants d'abord, lycéens et jeunes des banlieues parisiennes ensuite. Les JCR commencent leurs premiers pas de l'après-movement avec un capital de sympathie évident.

A la tribune, Sylvia, du bureau de l'ex-coordination étudiante, et Gaëlle, du bureau national des JCR. Dans la salle, une présence remarquée, celle de David Assouline.

En bas, dehors, pour la première fois, deux cars des services de Pasqua, qui vient d'éructer sur Europe 1, dont certains occupants photographient consciencieusement les allées et venues. Pasqua, suivant son émule d'hier, Marcel-Lin, veut ainsi créer un climat et alimenter la thèse du complot. Un élément en tenue des services de police (on ne saura jamais s'il fait de la moto la nuit...) ira même faire un petit tour dans la salle une fois le meeting terminé. Il est vrai que l'évocation du chef des matraqueurs motorisés avait recueilli dans la salle la réaction méritée. Sur la radio périphérique, interrogé par un Elkabbach se refusant d'être « miroir ou perroquet » de son interlocuteur, l'ancien représentant Pernod-Ricard avait distribué au Monde, à l'Humanité et à TFI ses procédures judiciaires.

Hier, la réunion LCR-JCR montrait combien la détermination à faire reculer Chirac, encouragée par le succès des jeunes, était présente.

## ABONNEMENTS MILITANTS C'EST LE MOMENT

Durant les dernières semaines, Rouge s'est mis à l'heure des mobilisations de la jeunesse. Nos chiffres de vente montrent que vous avez été sensibles à notre effort. Tout comme l'accueil réservé à notre numéro spécial, diffusé lors des manifestations du 10 décembre et tiré à près de cent mille exemplaires.

Chacun a donc pu mesurer le caractère indispensable d'un hebdomadaire comme le nôtre pour rendre compte des luttes, donner la parole à leurs acteurs, analyser au plus près les situations et en tirer les grandes leçons.

Si, comme nous le pensons, la flamme de cet automne ouvre une brèche dans laquelle d'autres secteurs pourraient bien s'engouffrer, défendre Rouge devient une question fondamentale. Si ce journal vous a plu, si vous voulez qu'il continue à vous apporter chaque semaine son concours, aidez-le. Il existe pour cela un bon moyen : diffusez-le autour de vous. Mieux, souscrivez un abonnement militant ou un abonnement de soutien. Avec votre concours, nous pouvons rétablir la situation financière de l'hebdomadaire.

## COURTS... ... METRAGES

### CONTRE L'AMNISTIE DES MILITAIRES

Face à la décision d'Alfonso de mettre fin au jugement contre les militaires et de tourner la page sur leurs dix ans de crimes, les Mères de la place de Mai viennent de lancer une campagne internationale. Elles demandent aux organisations politiques, syndicales et aux individus d'envoyer des lettres et des télégrammes au gouvernement argentin pour : condamner ce projet de loi visant à arrêter les poursuites contre les militaires et paramilitaires ayant participé aux crimes de la dictature, demander le retrait immédiat de ce projet.

Envoyez vos télégrammes à : M. Raúl Alfonsín, Président de la Nation, Casa de Gobierno, Buenos Aires, Argentine. Pour toute autre information ou documentation, contactez : SOLMA (Solidarité avec les Mères), 23, rue Gramme, 75015 Paris.

### SIX MOIS D'ETAT D'URGENCE

24 000 personnes, dont 256 enfants de moins de quinze ans, sont passés par les prisons sud-africaines depuis que le gouvernement de Pretoria a instauré l'état d'urgence, voilà six mois.

La répression bat son plein, alors que les mesures de censure visant la pression nationale et étrangère rendent plus difficile l'information sur ce pays. Vendredi 12 décembre, la police a procédé à des arrestations massives, emprisonnant notamment des dirigeants syndicaux et une centaine de membres de l'ANC (African National Congress). Un homme a été assassiné alors qu'il tentait d'échapper à la police.

Pinochet tient à garder des amis. Sourd aux pressions populaires et internationales, il se met ainsi en quatre lorsqu'un personnage de la « taille » de l'ex-Premier ministre espagnol Suarez lui rend visite. En son honneur, il a libéré un jeune dirigeant de la démocratie chrétienne. Pinochet le sait, le « démocrate-social » Suarez est un rejeton digne de la Phalange fasciste...

### ET VOUS, QUE FAITES-VOUS POUR LE NICARAGUA ?

La coordination nationale des comités de solidarité avec le Nicaragua a lancé dans plusieurs pays européens une campagne financière et de signatures contre les cent millions que Reagan a donnés à la contra.

Un texte, condamnant l'intervention des Etats-Unis et exigeant l'arrêt de toute aide à la contra, ainsi que des bons de 10 F pour la reconstruction du Nicaragua, sont disponibles.

Le CSN vient de publier dans la revue Nicaragua aujourd'hui du mois de novembre-décembre, un dossier sur le Front sandiniste de libération nationale (20 F). Pour toute information sur la campagne ou pour commander la revue, écrire à Comité de solidarité avec le Nicaragua, 14, rue de Nanteuil, 75015 Paris.

Alfonso est allé voir son ami Reagan. Il voulait connaître la position des Etats-Unis quant aux intentions de Maggie sur les Malouines. Même réponse qu'aux généraux en 1982 : les Etats-Unis maintiennent leur « neutralité ». Ce pauvre Alfonso ! Il veut pourtant éviter des maux de tête à Reagan...

### GREVE GENERALE LYCEENNE

Suite à l'échec des discussions avec le secrétaire général de l'Education, Perez Rubalcaba, les lycéens maintiennent leur appel à une journée de grève générale de l'Education nationale le 17 décembre dans l'Etat espagnol. Le syndicat des étudiants du secondaire a lancé par ailleurs un appel aux syndicats ouvriers, commissions ouvrières et UGT, afin qu'ils soutiennent leur mouvement et leurs revendications. Le secteur national de l'enseignement est pratiquement paralysé depuis le début du mois de décembre, et certains établissements privés sont entrés dans le mouvement. Organisés en une « confédération nationale » de coordination, les lycéens ont étendu le mouvement dans tout le pays et continuent de faire appel aux étudiants et professeurs.

Le Pen vient de nommer le directeur de sa campagne pour les élections présidentielles. Il s'agit du député Bruno Mégret, président des Comités d'action républicaine. Mégret n'est pas membre du Front national. Le Pen veut ainsi rattacher large, avec un homme qui a été candidat RPR en 1981 dans les Yvelines et ancien membre du cabinet de Galley à la Coopération, lorsque Chirac était pour la première fois Premier ministre.

# EUPHORIE TROMPEUSE

*Il fallait au moins le soulèvement de la jeunesse pour sortir le PS de son apathie. Mais l'optimisme de la dernière convention nationale masque une profonde crise d'identité. La cohabitation est difficile à gérer.*

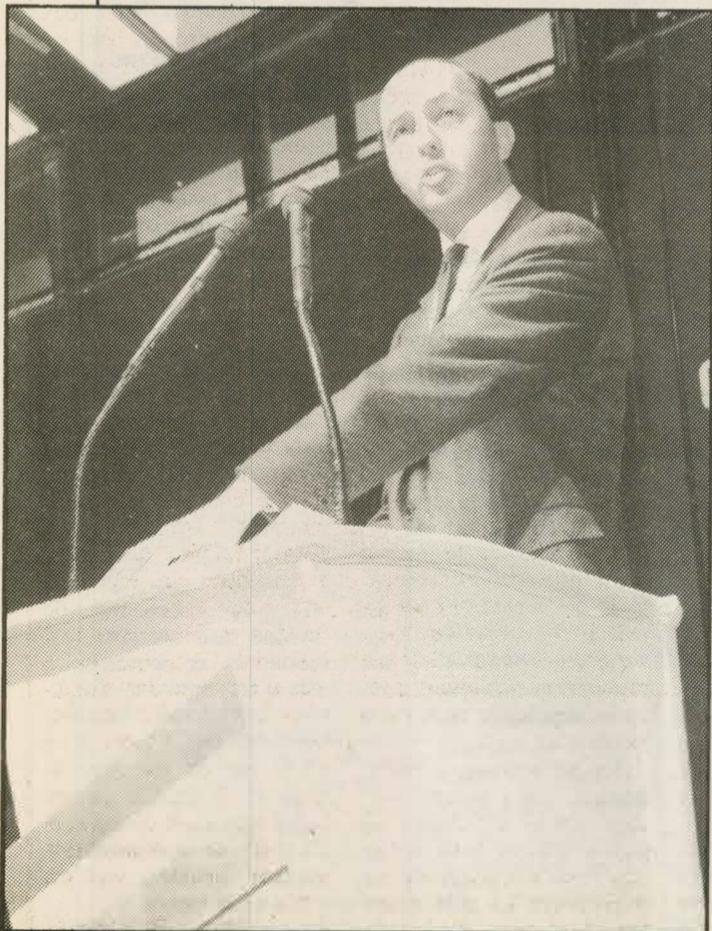
Après le 16 mars, le Parti socialiste a connu une phase d'euphorie paradoxale. On ne parlait plus que du score réalisé, de la barre des 40 % désormais à portée de main. Pour un peu, on en aurait presque oublié que c'était la droite qui avait gagné les élections !

Mais, dès la convention de juin, les analyses détaillées des résultats électoraux faites par Jean Poperen viennent assombrir ce bel optimisme : une partie de l'électorat populaire, déçu, a fait défection ; le bon score du PS ne contrebalance nullement la chute globale de la gauche. De ces constats, Poperen déduit une orientation : la priorité est de reconquérir l'électorat « naturel » du PS et, pour cela, il faut tenir un langage de gauche, offensif.

## Silence ! Cohabitation !

Le moins que l'on puisse dire, c'est qu'il n'a pas été entendu ! En effet, de quoi parlait-on à la rentrée 1986, de journées parlementaires en comités directeurs ? Du silence du parti. C'est Lionel Jospin qui fait les frais des critiques fusant de toutes les sensibilités de Mauroy à Poperen en passant par Fabius et Lang. Il faut

Les dirigeants socialistes se méfient de plus en plus des programmes...



dire que le rôle assigné par le premier secrétaire au PS n'a rien de bien enthousiasmant et a même fini par provoquer un véritable malaise. Attendre que la mise en œuvre de la plate-forme RPR-UDF « porte ses fruits » et provoque le retournement de l'opinion ne peut satisfaire ni les militants, ni les nouveaux adhérents qui ont rejoint le PS après le 16 mars, pour lutter contre la droite.

La transformation de l'inactivité en vertu n'est pas la moindre conséquence des contradictions nées de la cohabitation. Comment rester un parti de gouvernement tout en étant dans l'opposition, alors même que François Mitterrand se trouve toujours à l'Élysée et n'a nulle intention d'ouvrir la crise ?

Ainsi s'est développée la « guerre du ton » : faut-il critiquer systématiquement et avec virulence toutes les mesures du gouvernement Chirac, au risque de paraître renier la fameuse « culture de gouvernement », si chèrement acquise de 1981 à 1986 ? Inutile de dire que le groupe des experts, remis en route par Jospin pour faire pièce aux différents clubs, est naturellement le premier à mettre en garde contre de telles tentations...

## Avenir incertain

Le score du 16 mars n'a pu masquer longtemps le véritable problème du PS : comment repartir à l'offensive, fusse-t-elle strictement électorale, sans stratégie d'alliances et sans projet politique ? C'est bien là que le bât blesse. L'attitude actuelle du parti communiste ne permet pas d'envisager une reconstitution quelconque de l'Union de la gauche. Même le désistement pour le deuxième tour de la présidentielle n'est nullement acquis. Quant au Conseil national de la gauche, annoncé par Jospin en juin, sa mise en route s'est avérée plutôt laborieuse. Ses participants n'ont été à grand peine réunis en novembre que pour assister à la démission fracassante de René Dumont ! Pas vraiment un succès...

Pire encore, le projet politique semble bien en panne, comme en témoignent les avatars de la

convention extraordinaire sur l'emploi réunie les 13 et 14 décembre. Très vite, la direction s'est attachée à la relativiser autant que possible. Si les socialistes disposent d'un remède contre le chômage, on peut se demander pourquoi ils ne l'ont pas mis en œuvre lorsqu'ils étaient au pouvoir. Mieux vaut en outre ne pas étaler les divergences. Car, concernant l'emploi, l'accord est loin d'être réalisé. Que Fabius ou Rocard évoluent le temps choisis ou le partage du travail et c'est l'occasion pour Chevènement de faire entendre sa différence, en renouant avec

que l'on ne tiendra pas, une fois au pouvoir !

## « Axes » tortueux

C'est le prochain congrès qui constitue l'horizon actuel du parti. Il a été avancé au mois d'avril 1987, afin que le débat de fond (?) ne soit pas perturbé par le processus de désignation du candidat à la présidentielle. Voire... Comme souvent au PS, les grandes confrontations idéologiques dissimulent, bien mal, des enjeux de pouvoir. Et l'on voit alors se nouer des alliances croire un moment au lan-

gement d'un nouveau courant : appel du 23 mars de la « gauche profonde », reconstitution des équipes militantes dans les fédérations, mise en cause de Jospin, dénonciation du silence du parti... Le numéro deux semble toutefois s'orienter aujourd'hui vers une autre option : marquer à gauche la contribution du courant majoritaire et le concrétiser en terme de places dans l'appareil du parti.

Endiguer ce genre de tentatives et ressouder le courant A, tel est bien l'objectif de Jospin. Mission impossible ? En tout cas, la méthode utilisée ne brille pas par son originalité : la critique acerbe des thèses de Chevènement et Rocard vise à pousser ces minorités à présenter des motions séparées, afin de les marginaliser, et aussi de barrer la route à leur présidentielle.

Le récent mouvement de



La convention des 13 et 14 décembre l'a une fois de plus révélé : le PS est dépourvu de projets.

le volontarisme de la croissance, dans le cadre de la guerre économique et grâce à la République moderne qu'il appelle de ses vœux. Que Jean-Paul Bachy, le responsable aux entreprises, rédige un projet (« Agir ensemble pour l'emploi ») et le désaveu tombe aussitôt : ce texte n'engage en rien la direction du parti ! C'est sans doute pourquoi Jospin a préféré n'aborder le sujet qu'en alignant questions et interrogations...

En fait, tous les dirigeants socialistes se méfient de plus en plus des propositions précises. Rocard est allé le plus loin dans ce registre : plus question d'élaborer des programmes ni de faire des promesses

fondées sur une convergence d'intérêts bien compris mais néanmoins surprenantes, entre des protagonistes qui, au vu de leurs conceptions affichées, ne sont d'accord sur rien. Ainsi naissent des « axes » aussi tortueux que fragiles.

Le jeu traditionnel des courants butte en effet aujourd'hui sur la situation délicate du courant A (mitterrandiste). Ayant perdu la majorité absolue au dernier congrès, son identité est soumise à rude épreuve. Il est, depuis plusieurs mois, menacé d'éclatement en de multiples sous-courants et réseaux, qui se sont singulièrement réactivés depuis le 16 mars.

L'activité débordante de J. Poperen a même pu faire

la jeunesse a permis à l'état-major de la rue de Solferino de repousser temporairement tous les débats, lors de la convention des 13 et 14 décembre. Les virulents discours anti-Pasqua peuvent évidemment, durant un temps, tenir lieu de profil à une formation dépourvue d'orientation précise. Reste que la volonté affichée par tous les courants de ne pas troubler la cohabitation ne peut, à terme, qu'accroître le malaise des militants qui cherchent une voie pour contrer l'offensive de la droite. D'autant que tout est suspendu, et pour longtemps, à la décision de Mitterrand de briguer ou non un second mandat.

François Duval

# TROP C'EST TROP

*Soumise aux provocations de l'extrême droite sioniste et à une répression de masse, la population palestinienne des territoires occupés laisse exploser sa colère. Les effets n'ont pas fini de s'en faire sentir en Israël.*

□ De notre correspondant

Les territoires occupés vivent une révolte telle qu'on n'en avait pas vue depuis le printemps 1982. Les frustrations et la colère accumulées ces dernières années ont d'un seul coup explosé, transformant les centres urbains de Cisjordanie et de la bande de Gaza en champ de bataille opposant des milliers de jeunes Palestiniens et l'armée israélienne.

Les pogroms organisés par l'extrême droite israélienne dans la vieille ville de Jérusalem en ont constitué le détonateur. L'assassinat, le 15 novembre, d'un colon juif établi en plein centre du quartier musulman a permis aux bandes fascistes du rabbin Kahane et aux militants de la Tehiya et du Goush Emounim de s'attaquer aux habitants arabes, recourant même aux cocktails Molotov. Le sommet de cette stratégie de la tension intervint à l'occasion de la procession organisée par l'extrême droite israélienne à l'occasion de la fin du deuil. Ce jour-là, plusieurs milliers de Juifs déferlent dans les ruelles de la vieille ville, attaquant boutiques et passants aux cris de « *Mort aux Arabes !* ». Durant plusieurs jours, la peur domine et plus d'une dizaine de familles quittent leurs maisons. Ce que recherchent précisément les colons, afin d'élargir l'implantation sioniste dans le quartier musulman. Puis vient l'heure de la riposte, sous la forme d'une grève générale à Jérusalem et d'autres villes des territoires occupés, de manifestations de lycéens et d'attaques de véhicules israéliens.

## Provocations israéliennes

Les habitants s'organisent alors en comités de solidarité et d'autodéfense, initiative rapidement suivie dans d'autres localités. Hormis quelques déclarations équivoques qui « *comprennent la colère de la population juive, mais néanmoins s'opposent à des attaques qui remettraient en question la coexistence des deux communautés à Jérusalem* », les autorités mon-

trèrent un manque de fermeté par rapport aux pogromistes. Ceux-ci ont le sentiment d'être soutenus, ou au moins d'être compris.

Le calme n'étant pas encore revenu à Jérusalem, c'est l'université de Bir-Zeit qui donne un nouvel élan aux manifestations. Là aussi, l'initiative provient du côté israélien. Depuis plusieurs mois, l'armée place des barrages à quelques kilomètres du campus, refoulant une partie des étudiants et du personnel de l'université, les autres se trouvant dans l'impossibilité de suivre normalement leurs cours. Or, après plus de trois mois de grève (non politique pour une fois), les étudiants veulent, plus que tout, rattraper le temps perdu et étudier. A tel point que la pénétration de patrouilles militaires sur le campus et dans les cafétérias ne provoque pas de réactions importantes.

Mais la patience des étudiants connaît des limites. Et elles sont atteintes le jeudi 4 décembre. Un nouveau barrage, la colère monte, l'armée attaque. A quelques kilomètres de là, Bir-Zeit se couvre de barricades. L'armée tire, faisant deux morts et plusieurs blessés graves. On empêche les ambulances de parvenir au campus. Les manifestations s'étendent à Ramallah ; l'armée tire à nouveau, cette fois à l'hôpital, sur les étudiants venus donner du sang pour les blessés. On dénombre deux morts et de nouveaux blessés. Le couvre-feu est instauré sur Ramallah et le campus est fermé. Une mesure que le commandant de l'administration civile de Cisjordanie prend ensuite contre l'université de Bir-Zeit puis contre celle de Naplouse.

Les événements de Bir-Zeit vont changer la situation dans l'ensemble des territoires occupés. Les camps de réfugiés de Ballazat, Deheise, Amari et Kalandia deviennent de véritables champs de bataille. Les villes s'embrasent à leur tour. A Jérusalem, une manifestation de femmes est violemment dispersée. L'armée tire systématiquement, y compris à Jérusalem. Le nombre des victimes augmente. Deux en-

fants de douze et quatorze ans et deux adultes sont tués au camp de Ballazat et dans la bande de Gaza. On compte plus de trente blessés par balles. Les villes qui ne sont pas sous couvre-feu sont en grève, les boutiques sont fermées, les lycées aussi.

## Fin des illusions

Le massacre de Bir-Zeit met en cause la politique du ministre de la Défense travailliste Rabin dans les territoires occupés. Tout confirme que ces événements sanglants ont été provoqués par les Israéliens.

Cela signifie-t-il que le gouvernement israélien entreprend une escalade et veut recourir à la répression de masse, comme en 1981 et 1982 ? Est-ce la fin de la politique « *d'amélioration de la qualité de vie* » et d'une répression visant sélectivement les militants nationalistes ? Est-ce la fin de la collaboration israélo-jordanienne ? Pas nécessairement. Officiellement, il n'y a pas de changement de politique. Mais l'extrême droite, à Jérusalem comme dans l'armée, pousse à la confrontation et teste les réactions du Premier ministre Shamir. Les affrontements du dernier mois montrent qu'elle peut aller très loin.

Il reste que, du côté palestinien aussi, un changement est perceptible. Yitzhak Shamir à la tête du gouvernement, la fin des illusions quant à une paix négociée rapidement avec la Jordanie, l'impact de la guerre des camps au Liban et les signes d'une réunification possible de l'OLP provoquent une rapide prise de conscience. Ces trois facteurs sont d'ailleurs étroitement liés. C'est l'échec du rapprochement jordano-palestinien, tout comme la nécessité de faire front aux attaques de Amal au Liban. « *Les habitants de Borj-el-Barajneh nous montrent la voie* », explique une militante de l'université de Bir-Zeit. « *L'unité et la contre-offensive sont les seuls moyens d'empêcher la réalisation des manœuvres réactionnaires contre notre peuple. Nous n'avons rien à*



Les boutiques arabes sont attaquées aux cris de « *Mort aux Arabes !* »

perdre. Nous pouvons en revanche gagner les positions perdues au cours des deux dernières années. »

La détermination et la capacité de sacrifice dont vient de faire preuve la population palestinienne infirment les discours de ceux qui croyaient déceler un tournant qualitatif dans les territoires occupés et confondaient un grand désarroi politique avec de la résignation.

## Réveil de la gauche

La réaction des forces progressistes israéliennes a été lente et ambiguë. Dénonçant certes l'extrême droite, les porte-parole de la gauche sioniste, MAPAM et Mouvement des droits civiques en particulier, ont également cru bon d'insister sur la responsabilité de leurs victimes. Ainsi, l'attentat contre un colon juif appartenant à une institution talmudique, moins célèbre pour ses exégèses que pour ses attaques permanentes contre les habitants des quartiers musulmans qu'elle cherche à « *judaïser* », est présenté comme une provocation de l'OLP. L'extrême droite y serait simplement tombée. Comme si cet attentat n'était pas le résultat d'une provocation systématique de la part des colons juifs et si l'on pouvait trouver quelque justification aux ratonnades organisées contre la population civile de la vieille ville.

En se refusant à entreprendre une guerre « *de Juifs contre des Juifs* », la gauche sioniste laisse le terrain libre aux pogroms. Le mouvement La paix maintenant est même allé jusqu'à

annuler une manifestation, afin de « *laisser aux forces de l'ordre la possibilité de ramener le calme et de permettre la coexistence entre les deux communautés, juive et arabe* ».

Seule l'extrême gauche, notamment la LCR et le Comité contre la politique de la main de fer, ont pris leurs responsabilités, organisant une manifestation juéo-arabe dans la vieille ville de Jérusalem, essayant d'aider les familles expulsées à réintégrer leurs appartements et appelant à l'autodéfense contre les colons, les pogromistes ou la police. Il n'en demeure pas moins que les exactions anti-arabes ont provoqué honte et colère chez des milliers de progressistes israéliens qui attendaient une réaction de la part de La paix maintenant. Les événements de Bir-Zeit vont, de ce point de vue, donner un nouvel essor au mouvement de la paix israélien. Il ne se passe en effet pas un jour sans que le mouvement progressiste israélien manifeste.

Comme il y a cinq ans, la mobilisation de la population palestinienne pousse donc la gauche israélienne à surmonter la division. L'unité crée un pôle suffisamment attractif pour pousser La paix maintenant à rencontrer des représentants de l'université de Bir-Zeit et à exprimer leur solidarité. Le mouvement a même été contraint d'organiser une nouvelle manifestation centrale. Certes, il ne s'agit que de premiers signes et il faudra encore longtemps avant de pouvoir affirmer que le mouvement pacifiste israélien sort du creux de la vague.

Michel Warshawski

# ARGENTINE, LA STRATEGIE DE L'OUBLI

*Sous la pression de l'état-major, le nouveau président argentin cherche à clore le dossier des disparus et autres victimes de la dictature. Il n'est pourtant pas assuré de désarmer le mouvement populaire.*

**R**aúl Alfonsín, le président argentin veut mettre un « point final » au dossier des disparus. Le bain de sang qu'a connu le pays, au temps de la dictature, se solderait par quelques parodies de jugements, se voulant « exemplaires » de certains hauts gradés mis à la retraite.

En procédant de cette façon, le gouvernement veut clore le dossier des trente mille disparus, des mille trois cents militaires et assimilés accusés, preuves à l'appui, par les commissions des droits de l'homme. La justice et le gouvernement se révèlent bel et bien muselés par l'armée !

## **Impunité pour les tortionnaires**

Avec la loi dite des « prescriptions », Alfonsín

entend absoudre les tortionnaires et leurs chefs. Le gouvernement vient de fixer un délai de deux mois pour le dépôt de toutes les plaintes. Passé ce délai, les militaires non poursuivis se verront « lavés de tout soupçon »... Le but clairement exprimé de l'opération consiste à parvenir à la « réconciliation nationale des civils et des militaires ». Autrement dit, des victimes et des bourreaux !

Cette législation comme les autres mesures prises dans le même sens (exhumations de cadavres, présomption de décès annulant la disparition, prébendes aux familles qui abandonnent les recherches, etc.) tendent à enterrer le problème. L'attitude d'Alfonsín à l'égard des Mères s'est d'ailleurs durcie. Il insinue que celles-ci seraient en prise à des « dérives ultragauchistes ».

## **Jugements pour l'exemple**

En 1983, lors d'un célèbre entretien, le général Camps revendiquait de cinq à sept mille victimes, dans son ancienne juridiction, la province de Buenos Aires, « Ce ne sont pas des gens qui ont disparu, mais des subversifs », avait-il même déclaré. Le 25 octobre dernier, Camps comparait devant le tribunal fédéral en compagnie de six de ses acolytes. Dans une ambiance tendue, ce procès, attendu depuis 1983, démarre par des alertes à la bombe revendiquées par des commandos fascistes. Comme par hasard, Camps tombait « malade » la veille du procès et était hospitalisé. Ce qui lui permettait d'assurer lui-même sa « défense » depuis son lit d'hôpital, bombardant quotidiennement la presse de déclarations. Selon lui, le tribunal « n'avait pas d'autorité morale », il parlait



La dictature n'avait pu faire taire ceux qui ont souffert de la répression. Alfonsín ne les désarmera pas.

« d'une parodie de justice révolutionnaire » et accusait Alfonsín d'avoir passé des « compromis avec les marxistes », son gouvernement symbolisant « la subversion au pouvoir ».

Ni le gouvernement ni le tribunal ne rétorquaient. Aucune mesure n'était adoptée pour arrêter cette campagne publique. Et les familles des prétendues « victimes de la subversion » — entendez des familles de militaires — organisaient une grande messe dans la capitale pendant laquelle on entendait des sermons fascinants rendant hommage aux militaires tombés sous les coups des « marxistes ».

Ce faisant, le procès le plus attendu de l'Argentine

tournait rapidement à la mascarade. Le procureur avait accusé Camps et ses acolytes de « responsabilité criminelle » ; sept militaires allaient donc « payer » pour les cent quatre-vingt-treize, que les familles de disparus, les anciens prisonniers avaient dénoncé pour le seul Buenos Aires... sept pour sept mille disparus...

Mais la justice zélée à l'extrême finissait par refuser de rendre la moindre sentence. Ces hommes étaient pourtant accusés de deux cents disparitions homicides et tortures. Toutefois, cela n'empêchait pas le tribunal d'arguer que les accusés avaient déjà été entendus à ce sujet en « audience privée » et de les renvoyer devant la justice mili-

taire. En un mot, direction le huis-clos et l'impunité !

Le Conseil suprême des forces armées devrait maintenant traiter ces affaires « de façon rapide ». On peut lui faire confiance. Depuis trois ans, il a su utiliser à merveille la « prescription », expédiant des centaines d'affaires. Premier indice de la volonté des magistrats galonnés, aucun des survivants de Camps n'a été accepté pour témoigner...

## **Le cas Astiz**

La marche des Mères de la place de Mai, dénonçant toutes ces manipulations le 4 décembre dernier, a reçu en guise de réponse l'acquiescement du sinistre capitaine

# “NUNCA MAS”

*Les Mères de la place de Mai sont toujours là, avec leur foulard blanc et le nom de leurs enfants brodé.*

*Aujourd'hui encore, on veut les faire passer pour « folles ». A l'occasion d'un passage à Paris, nous avons rencontré Juanita Pergament et Mercedes Moruno.*

**T**ous les jeudis, les Mères de la place de Mai se rassemblent à Buenos Aires. Elles sont de toutes les manifestations. Aucune réponse ne leur a été apportée et le gouvernement voudrait aujourd'hui mettre un « point final » au problème des trente mille disparus ! Mais les mères ne lâchent pas prise et mettent en cause ce tintamarre démocratouillard qui prétend cacher les années de répression et blanchir les coupables, qui demeurent en liberté.

Le docteur Raúl Alfonsín, candidat à la présidence en 1983, avait repris dans son programme la revendication qui était sûrement la plus profonde au lendemain du départ des militaires : la vérité sur les disparus et les droits de l'homme. Mais, porté au pouvoir par l'armée, il s'engagea rapidement dans la voie des concessions à leur égard.

Les mères demandent par exemple la création d'une commission mixte des deux chambres, chargée d'enquêter sur les disparus.

Alfonsín répond par la mise en place d'une commission extra-parlementaire, qu'il nomme lui-même et qui ne dépend que de lui, même si on y trouve des figures prestigieuses, comme l'écrivain Ernesto Sabato qui est en responsable.

## **Concessions à répétition**

En même temps, une réforme du Code pénal est décrétée. Les militaires seront donc jugés par leurs pairs, et non par des tribunaux civils... Une belle porte de sortie pour les assassins. Par ailleurs, les mères nous rappellent que 90 % des juges du pays avaient été nommés sous la dictature militaire, de même que le procureur de la République... Certains ont trempé dans ce bain de sang.

« Le jour où la commission Sabato remettait le rapport à Alfonsín, nous dit Mercedes, le document appelé "Nunca Más", elle lui donnait aussi une enveloppe

Dessin de Plantu extrait de *Les cours du caoutchouc sont trop élastiques*. Editions La Découverte.



Astiz. Le bourreau de l'école de mécanique (EMSA), responsable personnel de centaines de tortures et d'assassinats, en particulier de la disparition des deux religieuses françaises avait essayé de gagner du galon pendant la guerre des Malouines. Il vient d'être absout, ce qui lui permettra probablement de passer entre les mailles du filet. Ainsi, il ne répondra pas de la séquestration et des tortures infligées à une citoyenne suédoise et de bien d'autres crimes dont les dossiers s'entassent dans

les tribunaux, comme celui traitant de la disparition de la première présidente des Mères de la place de Mai, Azucena Villaflor...

Le haut commandement le couvre à un point tel, qu'Astiz s'est permis de ne pas répondre au tribunal de Cordoba qui l'avait convoqué. Aucune sanction n'est intervenue. A cela rien d'étonnant. C'est la marine toute entière qui couvre Astiz. L'homme est intouchable. A l'ombre des généraux, il a participé à la plupart des grands « faits d'armes ». Aujourd'hui, il

pourrait parler. L'état-major a donc préféré négocier avec Alfonsin...

On pourrait donner bien d'autres exemples de la façon dont le gouvernement Alfonsin gère, ou plutôt enterre le problème de toute une génération, victime de disparitions et d'assassinats clandestins. Reste que la volonté de milliers de travailleurs et de jeunes, ceux qui ont souffert de la répression ne désarmera pas. La dictature n'avait déjà pas pu les faire taire.

Cecilia Garmendia



Dessin de Plantu extrait de *Les cours du caoutchouc sont trop élastiques*. Editions La Découverte.

scellée avec la liste de 1 300 personnes – militaires et paramilitaires – impliquées dans ces crimes (...). Rien ne se fera à l'encontre de ces bourreaux. Alfonsin était d'ailleurs escorté, ce jour-là, du tristement célèbre Guglielminetti<sup>1</sup>... » Alfonsin n'est en effet pas un novice dans le domaine des « droits de l'homme ». C'est lui qui, en 1979, avait élaboré la fameuse loi sur « la présomption des décès » (juridiquement les « disparitions » n'existent pas), tentant ainsi de ranger les disparus dans la catégorie des morts.

### Seulement neuf jugements

Seulement neuf procès se sont déroulés concernant les différents commandements des armées et les différentes catégories d'inculpés. Ainsi, le célèbre capitaine Astiz aurait dû « payer » pour les cadres moyens, mais il s'en est tiré, s'enfuyant sans qu'aucune procédure réelle d'extradition ne soit entamée. Trois personnes ont été à ce jour condamnées<sup>2</sup>, et l'on sait qu'elles vivent dans des prisons de luxe. Elles continuent même à participer à la « vie politique » du pays.

Le « bourreau de Buenos Aires », le général Camps, qui s'est vanté d'avoir éliminé de 500 à 700 personnes dans la « guerre contre la subversion » et dont le jugement est en cours, se permet par exemple d'écrire des articles dans le très réactionnaire journal *La Prensa*.

Pour clore le dossier, Alfonsin tente aujourd'hui ce qu'on appelle en Argen-

tine la stratégie du « point final ». Juanita Pergament, dont le fils a disparu depuis octobre 1976, était dans la délégation qu'Alfonsin reçut après son investiture : « Exaspéré par nos revendications, il nous a répondu, mot à mot : "Que voulez-vous ? Que je les torture pour satisfaire vos demandes ?" » Pourtant, les mères réclament simplement que les responsables de ces crimes

Aujourd'hui encore, les Mères veulent que les criminels et ceux qui les commandaient soient désignés et châtiés.



## El pueblo no absuelve asesinos.



« Le peuple n'absout pas les assassins : les Mères de la place de Mai mènent campagne pour la vérité. »

soient publiquement désignés, et jugés selon la loi. Elles veulent le nom de celui qui en haut a donné l'ordre, mais également le nom de celui qui l'a exécuté comme du médecin qui a signé le certificat de décès.

Sans illusions sur ce que fera le gouvernement actuel, elles refusent le bâillon et les manœuvres. Un décret vient d'être promulgué, permettant aux familles de disparus de toucher une « pension » pendant trois ans. A condition toutefois de signer, à la fin de ce délai, une reconnaissance de décès... Il y aurait comme cela plus de disparus et donc plus de crimes ! « Ils veulent acheter notre reddition ! », disent les Mères de la place de Mai. En exhumant les cadavres, le gouvernement veut forcer les familles à signer des certificats de décès. « Les corps ne sont pas reconnaissables et nous voulons les coupables ! », répondent-elles.

Une des mères avait été convoquée à Mar del Plata pour l'exhumation supposée de sa fille disparue ; elle s'y rend avec Hebe de Bonafini, présidente du mouvement, qui s'oppose à l'exhumation. Alfonsin a tenté de la faire inculper pour « entrave à la justice » !

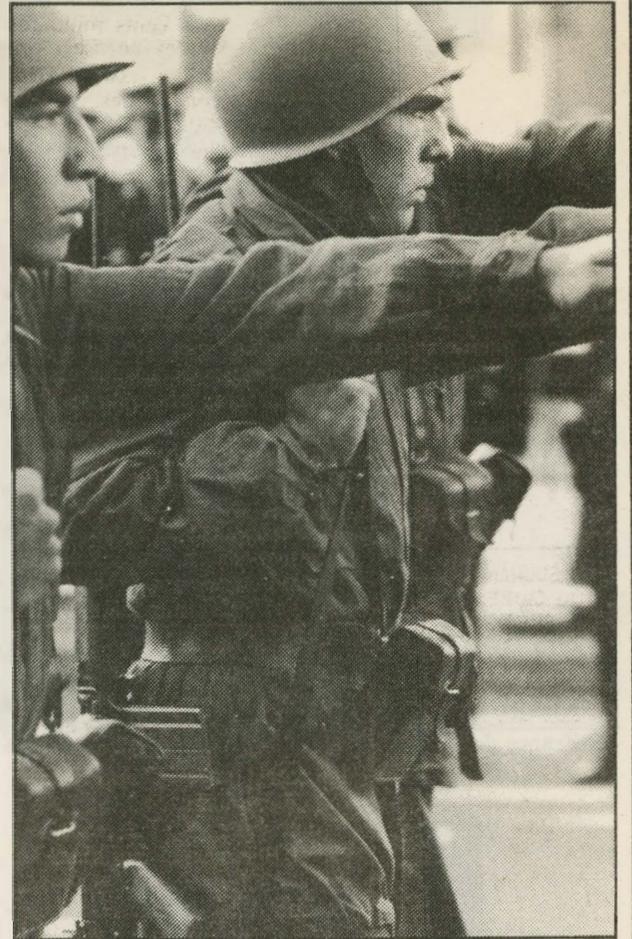
### « Le peuple vous embrasse ! »

Malgré la nonchalance voire la complicité des bureaucraties syndicales, les organisations de base et les travailleurs reprennent le combat des Mères. Vingt-six syndicats (fédérations) disposent de commissions de droits de l'homme et publient des bulletins contenant la liste de leurs disparus et leur histoire. N'oublions pas que 54 % des disparus étaient des ouvriers. Le syndicat des journalistes a même publié un livre sur ses disparus : *Nous les voulons en vie*.

Depuis que le gouvernement a instauré des cours de « droits de l'homme » et d'instruction civique dans les écoles et les facultés, les

élèves viennent voir les Mères de la place de Mai et chercher leur matériel. Ils veulent retrouver l'histoire, dans ce pays où toute une génération a disparu. Lors de la dernière grève générale, en avril dernier, les ouvriers défilaient devant les Mères au cri de « Mères de la place, le peuple vous embrasse ! »

Complice pendant la dictature, la hiérarchie catholique demeure silencieuse sur les disparus et prêche la « réconciliation nationale ». Le pape s'est toujours prononcé dans ce sens. Seuls 3 des 86 évêques d'Argentine



L'armée n'a pas un instant relâché la pression pour obtenir l'impunité des bourreaux.

ont pris position sur ce problème. Il faut se souvenir que du temps des généraux, l'évêque de Buenos Aires, monseigneur Aramburu, faisait fermer la cathédrale tous les jeudis à 15 h 00 pour éviter que les mères ne puissent s'y réfugier...

Il reste aujourd'hui treize prisonniers dits « spéciaux »

(dont une femme) qui n'ont pas le statut politique. 9 000 hommes et femmes avaient été emprisonnés, officiellement, pendant la dictature. Il en restait 114 à l'arrivée d'Alfonsin. Mais ce dernier refuse de revoir ces cas, jugés par les tribunaux militaires. Jusqu'à présent, un seul des treize prisonniers est sorti, Hernán Invernizzi. Beaucoup d'entre eux étaient des militants du PRT<sup>3</sup>. Ce sont en quelque sorte des « otages ».

Les mères ont organisé un rassemblement monstre, devant la prison de Devoto, avec les partis politiques. Le mot d'ordre était « Ils ont lutté pour la libération nationale ». Les propos que nous avons entendus de la part des mères, leur combat continuent face aux changements formels qu'a connus l'Argentine. Leur action se mêle à celle de la classe ouvrière que la répression tente d'étouffer.

Au Salvador, au Chili, au Guatemala... des mères luttent pour la libération nationale.

1. Guglielminetti, membre connu de la Triple A (escadron

de la mort), avait été extradé d'Espagne où il se cachait en 1984. Son procès n'a jamais eu lieu...

2. Il s'agit des généraux Videla, Galtieri et Viola.

3. Parti révolutionnaire des travailleurs. Lié à la IV<sup>e</sup> Internationale au début des années soixante-dix, le PRT menait la lutte armée avant et après le coup d'Etat de 1976.



La France dont ils rêvent ressemblerait-elle au Chili des autodafés ?

*La droite a trouvé un nouveau cheval de bataille : la subversion qui contaminerait la littérature enfantine. Dans de nombreuses bibliothèques municipales, on dresse des listes d'ouvrages « nocifs ». Les censeurs sont de retour.*

**L**a gangrène de la subversion n'a pas seulement atteint l'économie, la presse, la radio, la télévision, voire la théologie, elle s'est attaquée à l'enfant. Beaucoup de parents achètent des livres, sans se rendre compte qu'ils véhiculent les pires idées sur le plan moral ou social et qu'ils détruisent lentement et sciemment les valeurs du monde libre. »

Rassurez-vous, c'est bien Rouge que vous êtes en train de lire, on ne vous a pas refilé traîtreusement *National-hebdo*. Mais ces lignes sont effectivement extraites d'un torchon de la même famille. Une prétendue spécialiste des livres pour la jeunesse, Marie-Claude Monchaux, a en effet publié aux Editions de l'Union nationale interuniversitaire (UNI) cent vingt-huit pages de haine et de mépris contre les meilleurs ouvrages actuels de la littérature pour les jeunes.

Le pamphlet s'appelle *Ecrits pour nuire*. Il a pour sous-titre « Littérature enfantine et subversion ». On y apprend que la littérature pour la jeunesse cherche à « démolir l'enfant pour démolir la société », qu'elle incite ces chères têtes blondes à la drogue, au vol, à la sexualité précoce. « Dans le "journal intime" fictif, neuf fois sur dix, les fillettes de treize ou quatorze ans relatent la première fois où elles ont couché avec un garçon ; quand ce n'est pas avec une fille. » De quoi faire frémir, n'est-ce pas madame Monchaux ! D'autant que si l'on en croit cette dame de grande vertu, tout cela relève d'un complot marxiste vieux de plus de soixante ans et dont Gorki et Nadejda Kroupskaïa, la femme de Lénine, seraient à l'origine. Puisqu'on vous le dit !

Au nom d'une morale traditionnelle de l'enfant, décrit

comme naturellement pur mais corrompu par les mauvaises lectures, Monchaux dénonce toutes les collections pour adolescents parues depuis quinze ans. Elle s'en prend pêle-mêle aux Editions des femmes, à La Farandole, à Magnard, à L'Ecole des loisirs, au Livre de poche jeunesse. « "Mon Ami Frédéric" est une calamité », écrit ainsi notre auteur, car on ose y parler des camps nazis et « la mort y triomphe ».

« Nulle trace là-dedans de s'élever par des mérites personnels comme le travail ou l'honnêteté » ! Cette dame doit rêver d'autodafés à la mode chilienne des années soixante-treize ou dans le style de *Fahrenheit 451* qu'elle cite d'ailleurs sans honte, pour son propre compte. « La nocivité de ces romans n'est pas altérée d'une virgule, dès qu'ils sont entre des mains, le poison agit comme au premier jour », affirme-t-elle. Quand on sait que dans *Fahrenheit 451*, ce discours était tenu par les nazillons d'une société de science-fiction, dont l'idéologie débouchait sur la destruction des livres, considérés comme outils de subversion, cela pourrait faire sourire.

Pourtant, ces élucubrations ont trouvé un lectorat plus large que d'habitude. En effet, des élus du RPR et leurs épouses ont trouvé dans cet ouvrage une arme contre les bibliothécaires municipaux, dont les choix ne sont pas dans la ligne idéologique de leur maire ! Dans la région parisienne, comme à Montfermeil, certains d'entre eux ont ainsi vu débarquer des censeurs armés de leur petit livre jaune ! Vous imaginez les pressions possibles sur les bibliothécaires, dans la mesure où les élus en question sont leurs patrons.

A Montfermeil, le maire « divers droite », bien connu pour

# Les chevaliers de l'ordre moral

## LE CULTUREL LIBÉRAL



Dessin de Wolinski extrait de *le Programme de la droite*, éditions Denoël.

► ses tentatives d'empêcher les enfants d'immigrés d'aller à l'école, s'en est donc pris à la bibliothèque. Ayant cherché « les effets pervers de cinquante ans de gestion marxiste » (!), il y a découvert « d'authentiques horreurs » et — oh scandale ! — que les mémoires du général de Gaulle étaient inconnues à la bibliothèque ! Sept ouvrages sont en accusation et monsieur le maire doit décider s'ils sont ou non coupables d'apologie de la drogue, du vol, de la rébellion, bref de toutes les perversions. A quand le rétablissement du tribunal de la Grande Inquisition ?

Pour la sauvegarde de l'ordre moral, monsieur le maire a invité ses collègues de la Seine-Saint-Denis à une réunion d'information sur la nouvelle « association culturelle » de la ville : le BLE (Bibliothèque-lecture-épanouissement). Il est à craindre malheureusement que depuis la réunion en question, cette association ait fait des petits. Avec les conséquences que cela implique pour les professionnels de la région parisienne.

Parallèlement, à la mairie de Paris, on assiste à une attaque en règle contre la responsabilité professionnelle des bibliothécaires et à une volonté de mainmise du pouvoir chiraquien sur les choix des bibliothécaires. Là également, les lectures de la jeunesse sont en ligne de mire. Chirac a mis en place une commission, composée de quatorze bibliothécaires et d'autant de représentants de l'administration dont six « personnalités qualifiées », qui se sont présentées à la première réunion, le 18 novembre dernier, comme des « mamans » ! Françoise de Panafieu, maire adjointe chargée de la culture, préside la commission avec voix prépondérante en cas de désaccord ! Bonjour la démocratie ! Sur proposition des bibliothécaires, ladite commis-

sion a donc établi une liste d'ouvrages, attribuant à chacun un label : « A ne pas manquer », « Bon ouvrage », « Prête à controverse », « Déconseillé ». Désormais, les bibliothèques devront obligatoirement choisir dans cette liste. Lors de la première réunion, aucun livre n'en a été exclu, mais la censure est plus subtile. Dans les premiers temps, Chirac ne va en effet pas se risquer à interdire explicitement tel ou tel ouvrage. Il sait

que l'ensemble des professionnels et une partie de la presse — qui s'est largement fait écho de la création de cette commission — l'attendent au tournant. Mais croyez-vous vraiment que beaucoup de bibliothécaires, responsables des commandes dans les quarante-cinq bibliothèques de la Ville de Paris, vont risquer leur carrière, leurs possibilités d'avancement, en choisissant les livres mentionnés comme « déconseillés » ou « prêtant à controverse ». Croyez-vous que l'autocensure ne jouera pas, au niveau même des proposi-

# Des hommes très influents

Derrière les tentatives de reprise en main des bibliothèques municipales, on retrouve l'Union nationale interuniversitaire. Un groupuscule « ultra » qui influence décidément beaucoup la mouvance chiraquienne.

**O**n parle décidément beaucoup de l'Union nationale interuniversitaire (UNI). C'est un membre de cette organisation, Yves Durand, qui fut au cabinet de Chirac l'un des promoteurs essentiels du projet Devaquet. C'est encore elle que l'on retrouve derrière la chasse aux sorcières à laquelle se livre actuellement la mairie de Paris dans les bibliothèques municipales. Qui sont donc ces croisés influents de l'ordre moral et de l'occident chrétien ?

L'UNI est fondée en 1968 par le SAC. La commission d'enquête parlementaire, constituée après la tuerie d'Auriol, sur les activités de cette officine paramilitaire constate ainsi : « Il a fallu la tourmente de 1968 et le désarroi qu'ont fait naître ces événements dans la droite française de l'époque pour voir le SAC suivre de près l'ensemble des questions universitaires. Il va le faire par l'intermédiaire de l'UNI.



En 1984, ils proclamaient que la liberté n'était pas négociable. Aujourd'hui, ils s'arment de ciseaux.

tions d'achats à la commission ? Il faudra être sacrément sûr de soi et indifférent aux conséquences pour aller y défendre un livre dont on sait qu'il sera contesté ! Une normalisation se met de cette façon en place insidieusement. Les professionnels ne s'y sont pas trompés. Ils ont dénoncé cette mesure, essayant de boycotter la commission en question. Mais cela semble inefficace, quelques personnes expédiant elles-mêmes les fiches suffisant à faire fonctionner le système. Une pétition a également recueilli trois cent trente

signatures (sur huit cents professionnels des bibliothèques), c'est-à-dire la quasi-totalité des bibliothécaires-jeunesse. On constate toutefois une très faible mobilisation du côté des sections adultes.

Cette mainmise sur les sections « jeunesse » n'est qu'une première étape. On constate déjà une volonté de normaliser également les sections « adultes ». Obligation est faite à toutes les sections de posséder *le Monde*, *le Figaro* et *l'Equipe*, de remplacer les abonnements au *Matin de Paris* par des abonnements au

principe fondamental d'une saine pédagogie. (...) Il convient d'éradiquer l'homme dans une tradition nationale et culturelle. » A présent, vous avez compris où la loi Devaquet a trouvé ses références.

Evidemment, un tel profil amène l'UNI à entretenir d'étroits rapports avec la constellation de l'extrême droite. En mars 1979, elle fait liste commune avec le Groupe d'union défense de la faculté d'Assas. Au cours des manifestations « apolitiques » du printemps 1983, on voit ses militants affronter la police, en compagnie des nervis du GUD ou du Mouvement nationaliste révolutionnaire. Elle participe également au Comité contre le neutralisme et pour la paix, organisme animé par Alain Robert, fondateur d'Occident, d'Ordre nouveau et du Parti des forces nouvelles qui se reconvertit récemment dans la mouvance du RPR. Par « coïncidence », ce comité élit officiellement domicile au siège de l'Union pour la liberté, la section française de la

Ligue mondiale anticommuniste (WACL). Ce n'est pas la seule fois que l'UNI côtoie la WACL, mouvement international regroupant une série de personnalités et organisations fascisantes, comme Gaston Amaudruz, le théoricien suisse du racisme. En 1983, le secrétaire général de l'UNI, Jacques Rougeot, assiste par exemple à un colloque de l'Association pour la Russie libre, en compagnie de Suzanne Labin, responsable de la WACL. Ces brillants états de service ont sans doute encouragé Bernard Pons, alors secrétaire général du RPR, à rendre un vibrant hommage à l'UNI, en avril 1983 : « J'ai eu maintes occasions depuis quatorze ans d'apprécier la compétence, le dévouement et la détermination dont font preuve les adhérents et les militants de l'UNI, dans l'action qu'ils mènent à tous les niveaux. » Depuis, l'état-major chiraquien ne s'est pas contenté de paroles.

Dès ce moment, bien inspirée par ses initiateurs, l'UNI intervient au-delà de la sphère de l'université. En 1972, elle mène campagne en faveur du Sud-Vietnam. Aux élections de 1974, 1978 et 1981, elle combat activement les candidats de gauche. Et on la voit s'opposer également aux luttes ouvrières, comme en 1978, lors de la grève des travailleurs du *Parisien libéré*.

A l'université, ce groupuscule reprend à son compte les thèses de la nouvelle droite. Son journal, *Action universitaire*, écrit par exemple, en octobre 1978 : « Tous les hommes sont égaux en dignité. Ils ne sont pas égaux en aptitudes globales. (...) Le droit à la différence nous paraît un

André Terroux

► *Quotidien de Paris* comme à F. Willon. *L'Humanité* se voit supprimée à la bibliothèque Maine. *Le Quotidien de Paris* est imposé à la bibliothèque Saint-Fargeau. A Sèvres, *Nous l'avons tant aimée la Révolution* a été retiré des rayons !

Les revues n'échappent pas non plus à cette censure. A Trocadéro, *l'Impatient* (revue de médecine différente), *Amnesty International* et plusieurs autres revues sont éliminées. A Saint-Fargeau, les bibliothécaires doivent obligatoirement choisir entre 50 millions de consommateurs et *Que choisir ?*. Ce ne sont là que quelques exemples.

Dans les sections « jeunesse », indépendamment d'ailleurs de la commission Chirac, on assiste au même phénomène : suppression de *Gavroche*, d'*Ami coop* à l'Heure joyeuse, la plus ancienne bibliothèque enfantine de Paris ; interdiction de faire figurer sur la liste des *bests* de l'année *Rose blanche* et *le Numéro*, ouvrages pour enfants sur les camps de concentration pourtant d'excellente qualité ; interdiction également d'animations sur des sujets qui indisposent Chirac : annulation d'une animation sur l'Amérique du Sud à la bibliothèque Valeyre, d'un débat sur l'opéra de la Bastille, refus d'un projet sur les médecines douces à Saint-Eloi...

Il y aurait de quoi faire un livre blanc des plus fournis, et la CFDT-Bibliothèque de la Ville de Paris s'y emploie actuellement. Le pluralisme de Chirac n'est décidément pas le nôtre ! Les bibliothèques devraient au contraire être les lieux privilégiés où tous ceux qui n'ont pas les moyens de s'acheter les livres peuvent les emprunter pour leurs loisirs ou leur formation. Il ne faut pas accepter que Chirac choisisse nos lectures ! Alors Parisiens, un bon conseil, partout où vous verrez que des quotidiens ou des revues démocratiques ont mystérieusement disparu, utilisez les « boîtes à suggestions » pour protester. Faites des propositions d'achat des livres dont vous avez envie, de ceux que vous aurez vus à La Brèche ou dont vous aurez apprécié les critiques dans *Rouge*.

Béatrice Russier

☆ Les livres menacés à la bibliothèque de Montfermeil sont *Ce jeudi d'octobre* d'Anna Greta Winberg (Editions de l'amitié), *Et puis, je n'en sais rien* de Judy Blume (Ecole des loisirs), *Dieu, tu m'entends, c'est moi Margaret qui t'appelle* de Robert Cormier (Ecole des loisirs), *la Guerre des chocolats* de Robert Cormier (Ecole des loisirs), *Mon premier amour et autres désastres* de Francine Pascal (Ecole des loisirs), *le Journal secret d'Adrien, treize ans et demi* de Sue Townsend (Stock) et *la Bible, la science et le Coran* de M. Bucaille (Seghers).

# En Chiraquie, on rentabilise

Dans les bibliothèques de la Ville de Paris, sur fond d'offensive moraliste, l'heure est au redéploiement et à la déqualification du personnel. Des mots qui riment avec flexibilité.

**A** lors que dans l'ensemble des services de la Ville de Paris, la politique adoptée par Chirac vise à la rentabilisation systématique et à la privatisation, les bibliothèques n'échappent pas à une vision « américaine » du service public. Celle-ci consiste à faire de plus en plus de choses avec de moins en moins de moyens ! Huit cents personnes travaillent actuellement dans les bibliothèques de la Ville de Paris.

En 1987, il n'y aura pas de création de postes, pas de concours, alors que plusieurs créations d'annexes sont prévues (Ternes, Tolbiac, Crimée). Cela signifie, bien sûr, que les départements en retraite ne sont pas remplacés, tout comme les congés maladie de longue durée ou les congés maternité. Pour assurer l'ouverture de ces nouvelles annexes, Chirac recourt au vieux principe consistant à déshabiller Pierre pour habiller Paul. En langage technocratique, cela s'appelle redéploiement : on prend des postes ici et là, en pénalisant au passage des bibliothèques réfractaires à l'esprit-maison.

L'Heure joyeuse, la plus ancienne bibliothèque enfantine de la Ville, s'est ainsi vue supprimer trois postes et demi. En Chiraquie, à l'heure de l'informatique, il semble qu'il ne soit plus nécessaire d'avoir une quelconque qualification pour exercer la fonction de bibliothécaire. Le maire a donc décidé de supprimer le concours d'adjoint administratif de bibliothèque, considérant qu'un personnel totalement inqualifié pouvait assurer le même service. Les usagers apprécieront certainement le procédé !

Avec la multiplication des ouvrages dans les bibliothèques et la diversification des fonds, il serait plus que jamais nécessaire qu'un personnel qualifié puisse guider le lecteur. C'est même une condition *sine qua non* de l'accès du plus grand nombre aux livres, à travers les bibliothèques. Obliger les lecteurs à s'en remettre aux ordinateurs et aux fichiers, c'est vouloir des bibliothèques pour les élites.

Mais l'informatisation, qui n'est nullement à rejeter en soi, contient en germe une autre menace : la création de superbibliothèques, autour desquelles s'organiserait un réseau d'annexes, contrôlé au niveau des achats de livres et du fonctionnement général par cette centrale. Voilà qui remettrait en cause l'autonomie des sections « adultes ». Ces dernières, contrairement aux sections « jeunesse », restent encore relativement responsables de leurs acquisitions. Une telle mesure impliquerait pour le personnel une perte d'intérêt du travail dans ces bibliothèques sous tutelle.

Rentabilisation, redéploiement sont des mots qui riment avec flexibilité. Les bibliothèques de la Ville de Paris sont actuellement ouvertes du mardi au samedi. Chirac voudrait bien qu'elles le soient six jours sur sept. Plusieurs projets ont déjà été étudiés, dont certains assez fantaisistes comme celui qui prévoit une succession de quatre semaines au rythme de deux fois 39 heures, une fois 31 h 30, une fois 43 heures. Les organisations syndicales ont en vain réclamé un comité technique paritaire sur ce sujet.

Il semble que ce projet soit



pour l'instant en suspens. Toutefois, la mairie de Paris a profité des mesures antiterroristes pour effectuer un test de la fréquentation potentielle du lundi, dans les bibliothèques dont les locaux se trouvent couplés avec des services municipaux et devant, par sécurité, être ouverts simultanément. Il s'agit donc d'une attaque en règle, sur plusieurs fronts : effectifs, conditions de travail, qualification, etc. La volonté de rentabilisation de

l'équipe chiraquienne n'a d'égal que la normalisation morale qu'elle cherche également à imposer. Les personnels — la CFDT est majoritaire dans ce secteur — n'ont pas l'intention de se laisser faire et Chirac pourrait bien trouver face à lui des professionnels nettement plus combattifs que les dames patronnesses qui animaient les premiers « cabinets de lecture » !

B. R.

Des commandos antigreve d'Assas aux censeurs des bibliothèques : la continuité d'une offensive ultraréactionnaire.



# ROUGE PERE NOEL

Après une année qui finit en apothéose, vous voulez souffler un peu. Cette rapide sélection des meilleurs films, des meilleurs livres, des meilleurs disques et des meilleures émissions vous aidera à bien passer 1987. Et vous guidera dans vos cadeaux.



## DU COTE DE LA BD

### ★ Chez Aedena

*Mister X* par les frères Hernandez, est un dépassement des comics américains dans une dimension onirique et sociale assez brutale pour être fascinante. Quand Spiderman accouche de Schuiter !

*Comics and Stories* est peut-être le bouquin le plus délirant, le plus fascinant des vingt dernières années et Geof Darrow un condensé génial de Moebius et de Dubout, sevré par Prévert et Chandler. Jamais vu un tel livre, beau et dingue à la fois !

### ★ Aux Humanoïdes associés

*Le Roi borgne* est le troisième volet d'une « héroïc fantasy » imaginé par Jodorowsky et à laquelle Arno apporte une dimension très proche du fantastique et de la poésie d'un Tolkien. J'avoue que c'est le seul dessinateur capable de faire passer aussi facilement le brouet souvent indigeste de « Jodo »...

*Meurtre dans le phare*, une enquête du privé Phil Perfect, due à Serge Clerc, le plus éclectique crayon de l'écurie Humanos. Un modernisme trop clean pour être banal et une histoire trop compliquée pour pouvoir être résumée.

### ★ Chez Novedi

*Julius et Roméo*, deuxième aventure de Jeremiah

et de son pote Kurdy dans une cité trop propre et parfaite pour être honnête. Hermann est au sommet de son art puisqu'il arrive à mener de concert deux ou trois récits parallèles pour les faire soudain converger aux ultimes planches de son récit. Dessin superbe, d'une force et d'une beauté étonnantes.

### ★ Chez Dupuis

*Les Culottes de fer*, de Walthéry, second volet du *Grand Pari*, une aventure de la grand-mère (sic) de Natacha, la plus adorable de toutes les héroïnes de BD. Onirisme et nostalgie (Brel et la Croisière jaune) sans

oublier l'humour assez communicatif dont Walthéry sait habiller ses face-à-face entre Natacha et son éternel chevalier-steward-servant !

*Gags en poche*, du docteur Poche, c'est toute la poésie surréaliste de Wasterlain, ramassée en gags d'une planche, histoire de faire glisser insensiblement la réalité aux confins du grotesque. La dernière histoire — courte —, *Carottes rapées*, en est la magistrale illustration !

### ★ Aux éditions du Lombard

*Les Monts de la lune* est la quatorzième aventure de Jugurtha, éternel aventurier du passé perdu aux limites de mondes merveilleux. Franz nous emmène cette

fois sur les territoires des Tutsi, jusqu'aux tréfonds d'une montagne sacrée... Laissez-vous mener en ces contrées étranges...

*Hooka-Hey* ou le retour de Buddy Longway, le bucolique et écologique trappeur de Derib, encore une fois confronté à la brutalité de la civilisation armée. Entre *Soldat bleu* et *Little Big Man*, le trappeur, qui ressemble à Jeremiah Johnson, cherche toujours sa compagne et son enfant. Toujours très beau !

### ★ Chez Casterman

*Point de fuite pour les braves*, ou le retour de Boucq et de son ironie féroce. La réalité glisse soudain dans l'irrationnel et le cacasse, selon un rituel à

l'humour dévastateur. Chez Boucq, tout est dérisoirement possible ! Un régal...

*La Maison dorée de Samarkand*, d'Hugo Pratt et Corto Maltese perdu entre Rhodes et l'Extrême-Orient, à la recherche du trésor d'Alexandre le Grand, et sans cesse pris pour son sosie, le très dangereux Timur Chevet. Encore plus ésotérique que les aventures précédentes, on se demande même si Corto ne rêve pas tout haut, tant les pages de cette curieuse histoire semblent irréelles.

*Album poster Tintin*, pour terminer ; un chouette cadeau à accrocher aux murs de son appartement. Quarante-huit pages couleurs, et vingt-deux superbes hors-textes de format géant (30 x 39) à mettre sous verre. Acheter un livre pour le découper... c'est fou, non ? Michel Laszlo

## DES BOUQUINS A LA PELLE

### Huit polars...

Nous vous avons présenté, dans notre dernier numéro, le livre qu'Ernest Mandel vient de consacrer à la littérature policière. Alors, pourquoi ne pas penser « cadeaux-polars » ?

☆ Deux Vilar à retenir : *De parfaits petits crimes* (Futuropolis) et toujours *Bastille tango*, son chef d'œuvre ! (Presses de la Renaissance, 79 F).

☆ Deux Jonquet : *le Noir des immortelles*, son dernier Série noire et *On a volé le Nkoro-Nkoro*, polar paru dans *Souris noire*, la collection pour enfants des éditions Syros (35 F).

☆ Deux Daeninckx : *Play-Back* (L'Instant noir,

59 F), enquête glauque sur fond de *show-bizz* et *la Fête des mères*, un autre polar pour mômes (Syros, 35 F).

☆ Un Lawrence Block : *Huit Millions de morts en sursis* (Série noire), l'un des plus forts romans noirs de ces dix dernières années, réédité à l'occasion de la sortie du film — fort médiocre — qu'en a tiré Hal Ashby.

Et toujours (bien sûr !) *le Nom de la rose* d'Umberto Eco, un polar gothique, « hénaurme » et essentiel (Grasset, 120 F).

### Trois livres de cinéma...

☆ La réédition du livre qu'Alain Sanzio et Paul-

Louis Thirard ont consacré à *Luchino Visconti* (éditions Ramsay, 120 F).

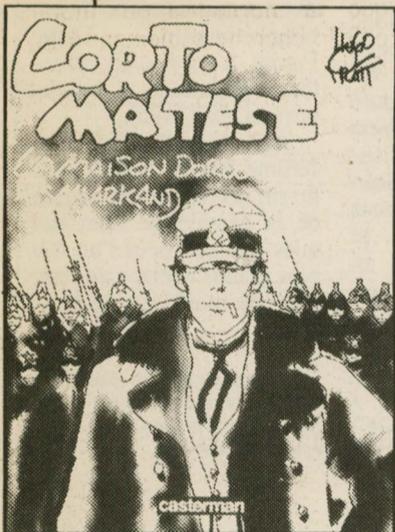
☆ *Hitchcock*, une étude passionnante de Robert A. Harris et Michaël S. Lasky (Artefact, 135 F).

Enfin, rappelons le *Raoul Walsh* de notre ami Piotr, alias Pierre Giuliani (Edilig, 68 F).

### Pour comprendre le monde...

☆ *L'Etat du monde*, la somme essentielle (La Découverte, 120 F).

☆ *Civilisation matérielle, économie et capitalisme* (histoire du monde du xv<sup>e</sup> au xviii<sup>e</sup> siècle), l'œuvre capitale de Fernand Braudel (trois tomes en coffret, édi-



tions Arthaud-Flammarion, 435 F), sans oublier les tomes II et III de l'*Identité de la France* du même auteur et qui viennent tout juste de paraître dans la même collection.

☆ *Géopolitique des régions françaises* d'Yves Lacoste. Trois tomes : « la France septentrionale » (350 F), « la Façade occidentale » (350 F), et « la France du Sud-Est » (390 F), chez Fayard.

☆ *Le Moyen-Age* de Georges Duby, un classique ! (trois volumes chez Skira, 110 F chaque).

☆ *Les Cent Portes du Proche-Orient* d'Alain Aresh et Dominique Vidal, pour comprendre une situation compliquée (Autrement, 120 F).

### Trois essais...

☆ *Lukács 1955, être marxiste aujourd'hui*; à trente ans de distance, Patrick Tort dialogue avec Henri Lefevre (Aubier, 75 F).

☆ *Les Servitudes de la puissance* ou une histoire politique de l'énergie par Jean-Paul Deléage, Jean-Claude Debeir et Daniel Hémerly (Flammarion, 98 F).

☆ *Le Commissariat aux archives* d'Alain Jaubert ou l'histoire de la falsification photographique.

### Six livres à ne pas rater...

☆ *La Septième Wilaya* d'Ali Haroun, ou la guerre du FLN en France (Seuil, 125 F).

☆ *Frida Kahlo* de Rauda Jamis, celle qui fut la compagne de Diego Rivera et l'amie de Trotsky et de Breton (Renaissance, 92 F).

☆ *Récits de Chalamov* de Varlam Chalamov, ou vingt-deux ans au goulag. Un récit terrible, encore plus fort que Soljenitsyne (La Découverte-Fayard, 260 F).

☆ *Sultan Galiev* par A. Bennigsen et C. Lemerrier. La vie du père de la révolution tiers-mondiste. Celui qui élaborait la doctrine du communisme national musulman, que l'on surnommait le « Trotsky musulman » et qui fut éliminé par Staline en 1928 (Fayard, collection Les inconnus de l'histoire).

☆ *La Terre des seigneurs* par notre copain Culliolli, une histoire passionnante d'une famille corse, la sienne, à travers le siècle.

☆ *Lettre ouverte à ceux qui sont passés du col Mao au Rotary-club* de Guy Hocquenghem. Bien sympathique actuellement (Albin Michel).

Et n'oubliez pas, si vous ne les avez pas déjà lus, les deux derniers bouquins des éditions PEC-La Brèche : *la Révolte kanake* de Claude Gabriel et Vincent Kermel (70 F) et *Rendez-nous nos usines* de Zbigniew Kowalewski.

### Quatre romans...

☆ *La Terroriste* de Doris Lessing (Albin Michel, 98 F).

☆ *L'Enfer* de Belletto (Flammarion, 83 F).

☆ *La Vie Ripolin* de Jean Vautrin (Mazarine, 79 F).

☆ *Signe de feu* de Jorge de Sena (Albin Michel, 140 F).

### Deux bouquins de science-fiction...

☆ *Encyclopédie de poche de la SF*, très claire, complète dans ses modestes limites et

n'oubliant pas cinéma et BD (Presses-Pocket).

☆ La revue *Science-fiction* consacre un numéro spécial à Dick, le plus important des auteurs de SF américaine du quart de siècle (Denoël).

### Et un beau livre...

☆ *Masques et plumes*, recueil superbe de dessins de Wiaz (La Découverte, 180 F).

## COUREZ AU CINÉ...

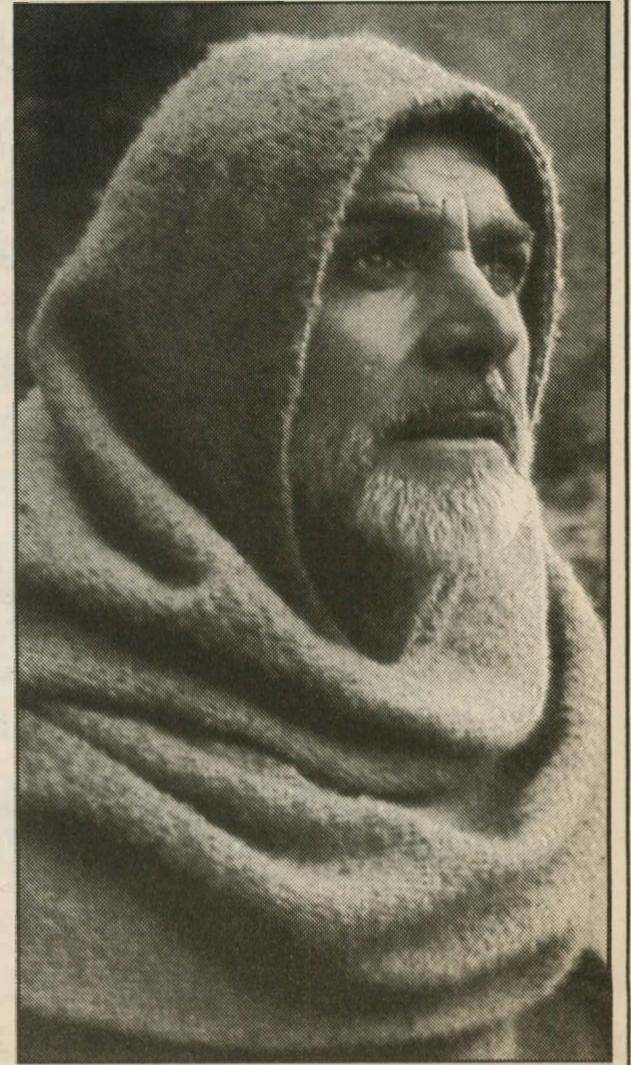
Recommençons donc l'éternel débat : comment adapter au cinéma un monument de la littérature ou plutôt, faut-il vraiment adapter (ou tenter de le faire) certains livres que l'on aimerait tellement conserver sur les rayons de nos bibliothèques intérieures ou d'intérieur ?

Les rares réussites sont dues à une extrême audace des réalisateurs et des adaptateurs qui surent passer au-delà des textes pour en retrouver l'essence. Mais qui peut rivaliser avec Welles (*Falstaff*, *le Procès*), Resnais (*Hiroshima mon amour*), Malle (*Zazie dans le métro*, *le Voleur*), Huston (*Moby Dick*, *Au-dessous du volcan*) ou Lester (*les Trois Mousquetaires*, *Royal Flash*) ? Les plus grands romans de ces vingt dernières années furent trop souvent broyés par des réalisateurs sincères, mais hélas dépassés par l'ampleur de leurs tâches. Rater l'adaptation du *Choix de Sophie*, du *Monde selon Garp* ou de *Dune* n'altère pas la beauté de ces chefs-d'œuvre de la littérature. Ils rendent seulement plus sceptiques ceux qui pensent que certains livres ne devraient jamais quitter leur rayonnement...

Au cœur de ce débat, il

faut bien reconnaître et saluer le joli travail effectué par Jean-Jacques Annaud sur le prodigieux, l'étonnant roman d'Umberto Eco, *le Nom de la rose*. Et pourtant dès le générique Annaud avoue avec modestie n'avoir réalisé qu'un palimpseste du livre d'Eco, il a délibérément laissé de côté (mais comment diable aurait-il pu faire ?) tous ces à-côtés digressifs évoquant les luttes terrifiantes entre factions chrétiennes, arc-boutées sur leurs croyances. Il en va de même de toutes ces journées glaciales passées à prier et vaquer aux humbles et terrestres corvées ou de ces soudaines presciences de Guillaume de Baskerville, homme de culture et de science qui, par sa curiosité, sa logique, sa tolérance et ses connaissances, évoque déjà la Raison et la Renaissance.

Il y a enfin ce superbe polar gothique, au cœur du récit comme cette fabuleuse tour-bibliothèque plantée au cœur du monastère. Cette géniale énigme « policière », recoupant le débat théologique essentiel rythmé, jour après jour (il y en a sept, comme dans la Genèse) par les heures liturgiques, dans la très sainte enceinte d'une abbaye bénédictine, située



quelque part entre Provence et Ligurie, en l'an de disgrâce 1327.

Roman de meurtres, de stupres et de noirceurs, *le Nom de la rose* devient donc un film fascinant grâce à l'addition de nombreux talents. D'abord la très pure photographie de Tonino delli Colli, ensuite des comédiens étonnants (Sean Connery bien-sûr, mais aussi Murray Abraham — le Salieri d'*Amadeus* ! — et Feodor Chaliapine junior...), enfin et surtout, surtout des décors extraordinaires (les plus beaux entre-aperçus depuis *Brazil* !) dus au talent du magicien attiré de Fellini, Dante Fer-

reti. Grâce à la connerie du Vatican qui refusa de laisser Annaud tourner dans les catacombes romaines — pour le Saint-Siège, *le Nom de la rose* est un livre... blasphématoire —, Dante Ferreti a créé d'époustouflants labyrinthes et dédales ouverts sur l'infini...

A l'ombre de Bruegel et Jérôme Bosch, arrivent enfin sur nos écrans les images de la passion de Jean-Jacques Annaud pour l'un des plus grands romans de cette seconde moitié du siècle.

Michel Laszlo

\* Palimpseste est un manuscrit sur parchemin dont on a fait disparaître l'ancien texte pour écrire un nouveau.

## CINEMA

□ **LE SIXIEME JOUR**, de Youssef Chahine. Après un *Adieu Bonaparte* assez étrange pour avoir étonné et, trop souvent, dépité le public français Chahine ressort une de nos autres gloires nationales : Dalida. Elle est un peu au Caire de l'après-guerre ce qu'Anna Magnani — *Mama Roma* — était à Rome : une femme du peuple et aussi l'âme de ce peuple dans la vertu autant que dans la souffrance, dans la faiblesse autant que dans le courage.

En 1947, entre le choléra, Farouk et les Anglais, les Egyptiens ont bien be-

soin d'une âme. La villa-geoise pure et dure et un jeune saltimbanque fou de cinéma américain vont vivre une impossible histoire d'amour. Six jours, cela sent la création du monde ; c'est aussi le sursis que le choléra accorde à ses victimes. Cela résonne encore comme le nom d'une guerre à laquelle Chahine fait écho lorsqu'il parle de la Palestine.

Six jours : un pour la guerre, un pour l'amour, un pour la danse, un pour la maladie, un pour le cinéma et un pour la mort. Le septième pour continuer à vivre. Le beau film de Chahine est un hommage au peuple égyptien et un hommage au cinéma hollywoodien.

## MUSIQUE

□ **Reinette** chante la musique arabo-andalouse classique. Codifiée dès le IX<sup>e</sup> siècle par Zyriab, ancien esclave, cette musique est déjà une fusion. En ses lointaines origines s'y mélangent l'Arabique, le Grec, le Persan, l'Espagnol, le Berbère, en bref toute la culture méditerranéenne. Aveugle depuis l'âge de trois ans, Reinette en a aujourd'hui quatre-vingts. Elle chanta longtemps dans toutes les fêtes et mariages oranais, sans orchestre, accompagnée de son seul luth et des percussions. Etrange cadence, voix qui rend

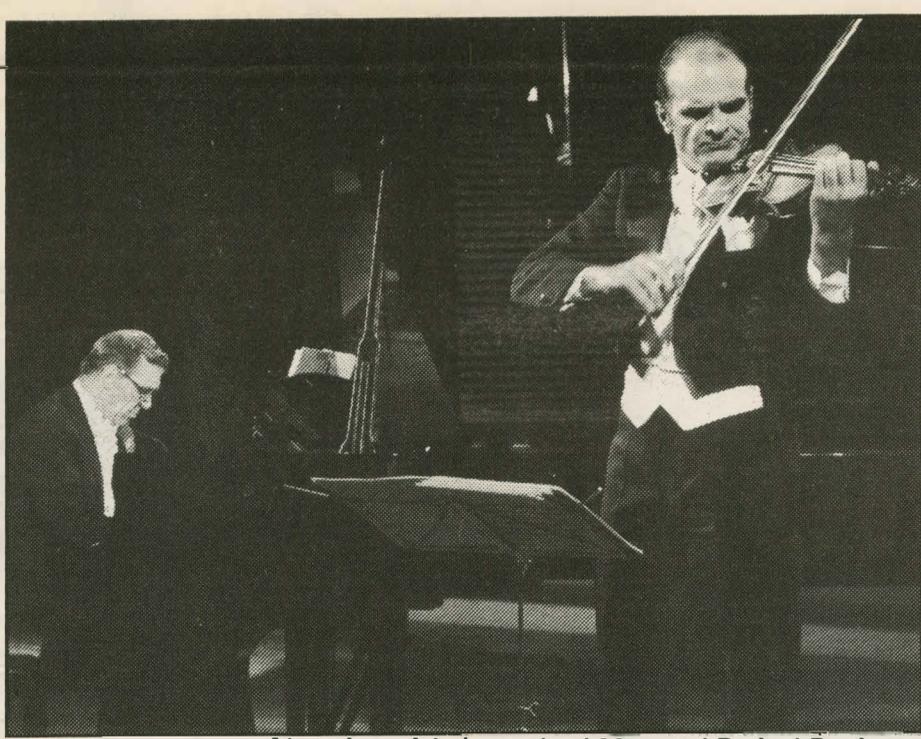
compte de toute la misère du monde, tributaire du voyage Asie-Afrique-Europe, sons arrachés aux caravanes de chameaux et aux bateaux, sables des vents statufiant sonores les mirages. Ray Charles bien avant le déluge de l'esclavage. (Disque et cassette chez Horizon-Music)

□ **LA NUIT DES GRIOTS**, d'Ousmane Sacko et Yakare Diabote. Un double album chez Ocarat-Harmonia Mundi. C'est bien du Mali que vient l'art de la ballade qu'étaient complaisamment les maîtres de la soul musi-

Griot tout à fait mo-

derne, Zao, auteur de l'immortel *Ancien Combattant* qui a fait mourir de rire toute l'Afrique et démontre irréfutablement que le soldat inconnu était sénégalais, vient de sortir un nouveau disque : *Corbillard* (Black Mélodie). Le véhicule y dialogue avec le mort qui veut se faire la malle ; comique à répétitions, hilarant.

A retenir aussi, provenant de l'Afrique australe cette fois, un autre double album, *Soweto Street Music* (Audiotrax/Blue Moon), une compilation de musiques sud-africaines. Il s'agit en quelque sorte d'un complément de *Soweto Compilation*, sortie il y a un an.



Liszt n'aura laissé en paix ni Mozart ni Bach ni Beethoven.



## QUAND LISZT EST AU PIANO

**F**ranz Liszt meurt au milieu de l'été 1886, à l'âge de soixante-quinze ans. Ce centenaire peut être l'occasion de découvrir ce contemporain de Victor Hugo et de George Sand qui soutint la révolution de Juillet et les idées saint-simoniennes pendant ses années parisiennes.

Jacques Drillon, responsable de la rubrique Musique au *Nouvel Observateur*, n'a pas voulu écrire une biographie du grand pianiste mais percer le secret de son œuvre : pourquoi, sur 678 œuvres répertoriées, 351 sont des transcriptions, des adaptations,

paraphrases, arrangements ? Liszt n'aura laissé en paix ni Bach, ni Mozart, ni Beethoven, ni Schumann, ni Bellini, ni Chopin, ni Wagner, ni Verdi, ni Berlioz, etc.

Fête dans toute l'Europe comme le plus grand pianiste de son temps, on a longtemps cru que Liszt avait voulu favoriser la circulation d'œuvres écrites pour l'orchestre symphonique, en les adaptant pour le piano. Ce n'est pas si simple, explique Jacques Drillon, car la complexité de ses arrangements l'amenait à pouvoir seul les jouer.

Ce n'est d'ailleurs pas de

simples transcriptions que nous a laissées Liszt, mais plutôt ces « variations » afin de pouvoir, à partir des exigences propres au piano, faire revivre l'orchestre avec ses mille voix, ses crescendos, ses smozandos, ses murmures lointains et ses mugissements formidables.

Liszt est un expansionniste : il donne au piano pour la première fois toute sa dimension symphonique, il « déploie » le piano. Mais alors que tout expansionniste est tenté par l'orchestration de pièces écrites pour un instrument seul, il réalise l'inverse, en « désor-

chestrant » les œuvres symphoniques.

Pour Jacques Drillon, Liszt constitue l'exemple même d'une « identification créatrice » sur le modèle de Baudelaire, ne trouvant que la traduction pour réussir à s'identifier le moins mal possible à l'œuvre d'Edgar Poe, dont la beauté le bouleverse.

N'avez-vous pas été gagné parfois, par ce sentiment terrible qu'il est insupportable de rester étranger à une œuvre sublime ? Comme la refaire, comment la réécrire ? Liszt a fait de ce sentiment une métaphysique. Il a voulu réduire toute la musique, le monde entier à « l'empan de ses mains ». Il a voulu refaire le

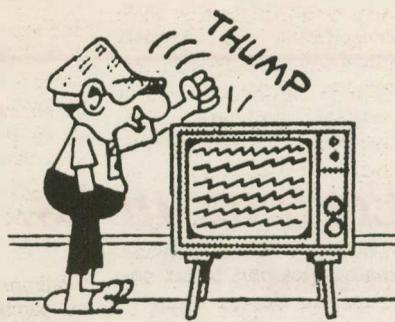
monde en jouant du piano et « concurrencer Dieu ».

Si le livre de Jacques Drillon vous a convaincu, il ne vous reste qu'à vous précipiter sur *La vie de Liszt est un roman*, de l'écrivain hongrois Zsolt Harsanyi, que vous lirez en écoutant les symphonies de Beethoven transcrites pour le piano, dont la maison Harmonia-Mundi vient opportunément de nous donner l'intégrale sur microsillon.

Philippe Andréa

*Liszt, transcripteur ou la charité bien ordonnée*, Jacques Drillon, Actes-Sud. 101 pages, 65 francs.

*La vie de Liszt est un roman*, Zsolt Harsanyi. Actes-Sud. 532 pages, 140 francs.



☆ **Dimanche 21 décembre**, 22 h 30 (FR3), *The Shop around The Corner*, d'E. Lubitsch, avec J. Stewart et M. Sullavan. Peut-être le plus accompli, le plus « parfait » des films de Lubitsch (c'était d'ailleurs celui qu'il préférait...). Dans une petite maroquinerie de Budapest, une intrigue amoureuse épistolaire permet aux membres de cette petite communauté de découvrir la vraie nature de chacun. Comédie sociale à l'intimisme très tendre, presque sentimental, ce film, qui connut l'an passé un succès public extraordinaire, lors de sa nouvelle sortie en salle, est un véritable chef-d'œuvre !

☆ **Mardi 23 décembre**, 20 h 35 (FR3), *Superman III*, de Richard Lester, avec C. Reeve et R. Pryor. Le scénario est complètement dément, et Lester s'est amusé comme un petit fou à rendre sympas les « méchants », et les « héros » encore plus cons qu'à l'ordinaire... Tout est à lire au second degré.

☆ **Judi 25 décembre**, 13 h 50 (A2), *Charlot soldat et le Pèlerin*. Deux superbes moyens métrages de Chaplin où, avec son sens génial du comique, il ridiculise à mort le militarisme guerrier et la bigoterie religieuse : des brûlots pour l'époque !

20 h 35 (FR3), *la Mélodie du bonheur*, de R. Wise, avec J. Andrews et C. Plummer. Cette saga familiale m'avait paru outrageusement sirupeuse lors de sa sortie

en 1965. Je l'ai revue il y a deux ans et je me suis aperçu que le film s'était en quelque sorte bonifié avec l'âge... Bien sûr, il faudra supporter la VF et une mièvrerie très hollywoodienne, mais comparé à la nullité qui passe sur TF1 et au très fascistoïde *Conard le barbant* qui occupe l'écran d'Antenne 2, je ne prend pas trop de risques en vous conseillant plutôt FR3 ce soir...

☆ **Vendredi 26 décembre**, 21 h 25 (FR3). Pour les mélomanes, un rendez-vous exceptionnel à ne manquer sous aucun prétexte : FR3 vous propose le récital donné à Hambourg, en 1962, par Maria Callas !

23 h (A2), *Je suis un aventurier*, d'A. Mann, avec J. Stewart. Filmé dans des paysages fabuleux et construit comme une tragédie antique qui s'avance inexorablement vers son dénouement dramatique, ce film d'Anthony Mann est — à mon sens — son western le plus accompli. Comme toujours, Stewart personnifie avec génie ce héros ordinaire, qui ne s'accomplit qu'après avoir subi blessures et humiliations jusqu'au seuil du supportable. Ecoutez le tintement du grelot de son cheval et suivez sa piste ce soir...

☆ **Dimanche 8 décembre**, 22 h 30 (FR3), *la Folle Ingénue*, d'Ernst Lubitsch, avec J. Jones et C. Boyer. Avant-dernier film réalisé par Lubitsch, il s'agit d'une assez étonnante comédie, au ton constamment anodin, qui cultive la demi-mesure et laisse apparaître (enfin) au grand jour le cynisme lubitschien. Une ingénue un peu folle et amatrice de plomberie fascine un écrivain ; prétexte d'une limpidité, presque d'une simplicité extrême pour parler de l'attraction éternelle d'un homme pour une femme... ou vice-versa.

☆ **Mardi 30 décembre**, 20 h 30 (A2), soirée « Cinéma-cinéma » au cours de laquelle, outre le magazine du septième art, sera proposé le (long) film de J. Wayne : *Alamo*, pesante fresque historique qui ne vaut que par la beauté de certaines scènes d'action directement supervisées par John Ford...

20 h 30 (FR3), une « Dernière Séance » consacrée à Spencer Tracy avec trois films. Un curieux film de C. Brown, *Capitaine sans loi*, racontant les dessous

romancés de l'épopée du *Mayflower*, et deux comédies rarissimes de Vincente Minnelli que l'on peut rattacher à la veine dite de la comédie familiale, et dans laquelle le père (S. Tracy) subit les bousculades de sa fille (E. Taylor). *Le Père de la mariée* et *Allons donc papa* sont toutes deux tirées du même roman, et destinées à être vues à la suite l'une de l'autre ; ça tombe donc bien...

☆ **Mercredi 31 décembre**, 1 h (du matin) (FR3), *The Harvey Girls*, comédie musicale de G. Stevens, avec Judy Garland, très rare puisque jamais revue depuis sa sortie publique parisienne (dans une salle !) le 24 octobre 1947 !

☆ **Judi 1<sup>er</sup> janvier**, 14 h 15 (FR3), un moyen métrage de Laurel et Hardy, suivi du *Solitaire de fort Humboldt*, curieux western policier tiré d'un roman d'A. MacLean, et réalisé par Tom Gries, avec C. Bronson, B. Johnson et R. Crenna. Pas de grands espaces, mais une enquête très serrée autour d'un train et d'un fort isolé dans les neiges, qui n'est pas sans évoquer certaines vignettes du dernier Blueberry : *le Bout de la piste*.

20 h 35 (FR3), *la Guerre des étoiles*, de G. Lucas. Enfin à la télé, le premier volet (mais en fait, le quatrième dans la chronologie de la saga) des *Star War*. Un récit d'aventure spacio-fictionnel aux superbes truquages, possédant à la fois un rythme et un ton humoristique suffisants pour faire oublier le manichéisme un peu simpliste du scénario.

☆ **Vendredi 2 janvier**, 21 h 35 (FR3), seconde et dernière partie du récital exceptionnel donné par Maria Callas à Hambourg en 1962.

23 h (A2), *le Gaucher*, d'Arthur Penn, avec P. Newman. Etrange western, quasi freudien, qui disséquait un mythe pour mieux rendre compte de sa fascinante dimension ordinaire. Pas de héros, seulement des ados coincés et rebelles qui s'inventent des échappées belles. Une sorte de *Fureur de vivre à l'Ouest*, et une certaine homosexualité latente. Un très bon film !

Michel Laszlo

## SOMMAIRE

Leur pause ? Mon œil !  
pages 2, 3, 4

C'est à dire  
page 5

Etudiants  
Ils tirent le bilan  
pages 6, 7

Indochine  
Rock comme révolte  
page 8

Pour en finir avec la sélection  
page 9

Force de la démocratie  
page 10

CFDT  
La der des der  
page 11

Courts métrages  
pages 12, 13

PS  
Euphorie trompeuse  
page 14

Territoires occupés  
Trop c'est trop  
page 15

Argentine  
La stratégie de l'oubli  
pages 16, 17

Les chevaliers  
de l'ordre moral  
pages 18, 19, 20

Pour les fêtes  
Rouge Père Noël  
pages 21, 22, 23

# Prête-moi ta plume



## Pas d'accord !

Dans le dernier numéro de *Rouge*, vous lancez un appel aux lecteurs : « *Ecrivez-nous* ». J'ai redécouvert *Rouge* lors de la campagne des législatives (j'étais un lecteur de *Rouge* quotidien, c'est déjà loin !). La gauche au pouvoir, on a vu ; la droite on la revoit ; les travailleurs combattifs doivent se réveiller. Donc, je suis abonné à *Rouge* depuis quelques semaines. En effet, le trouver en kiosque à Bordeaux relève de l'héroïsme.

Après plusieurs numéros, je dois dire que je trouve *Rouge* plutôt bien fait, avec des articles intéressants avec lesquels je suis en général d'accord. Sauf sur l'important problème de l'unité d'action.

Il ne faut pas voir l'unité d'action comme dans les années 1970-1980. Depuis, les travailleurs ont déserté les syndicats, écœurés. Maintenant, la classe ouvrière doit se remobiliser et les travailleurs se retrouver. Où doivent-ils se retrouver ? A la CGT. En effet, les travailleurs combattifs encore syndiqués le sont à la CGT.

La CFDT actuelle n'a plus rien à voir avec celle de l'autogestion, et FO, c'est FO... Les choses doivent être claires : unité, oui, mais il est difficile de faire comprendre à un travailleur qu'il faut faire l'unité avec des gens qui le trahissent ouvertement. Je bosse aux PTT. FO et la CFDT ont voté, sous le précédent gouvernement, une réforme des structures, ouvrant les portes au privé. Si, à une époque, les révolutionnaires pouvaient militer dans n'importe quel syndicat, je crois que maintenant l'heure est venue d'être à la CGT. D'ailleurs, les travailleurs combattifs risqueraient de ne pas comprendre ce que fait un révolutionnaire chez Maire ou Bergeron. (...)

Lorsque vous dites : « *Le 30 septembre, journée de division* » (cf. *Rouge* n° 1226, page 3), je ne suis pas d'accord. En effet, qui empêchait les autres organisations d'appeler le 30 plutôt que le 21, puisque le préavis CGT était déposé ? (...)

A mon avis, la CGT a eu raison d'appeler le 30. Sans le 30, y aurait-il eu la journée du 21 octobre ? La CGT a eu raison d'appeler au 21, mais le 21 aurait eu une autre gueule avec des manifestations communes.

Contrairement à ce que vous pensez, le 30 n'a pas été un échec partout. Dans ma boîte, nous som-

mes sortis à 60 %, alors qu'il y avait une grève trois semaines après et que FO est fortement implantée (pas la CFDT). Le 30, j'ai vu des gens en grève qui n'étaient pas sortis depuis longtemps.

Vous faites l'erreur de croire que l'appel du 21 de FO, de la CFDT et de la FEN s'est fait au nom de l'unité d'action. Non, c'était pour faire partir un peu de vapeur, marginaliser la journée CGT et faire aller la cohabitation jusqu'au bout, pour que le PS se refasse une santé en profitant du mécontentement canalisé par les organisations réformistes, évitant toute explosion sociale. (...)

Jean-Paul (Bordeaux)

□ *Jean-Paul a tort d'assimiler les travailleurs syndiqués à la CFDT ou à FO aux positions souvent scandaleuses de leurs directions. A de multiples reprises, on a d'ailleurs vu les pressions de la « base » ou des directions « intermédiaires » forcer Maire ou Bergeron à changer de position. Les remous suscités dans la CFDT par les manœuvres du secrétaire général à propos de la journée du 10 décembre n'en sont que le dernier exemple.*

*Nous croyons par ailleurs que le ton plus tranché de la CGT n'implique pas une position plus juste sur le terrain. Car la division et les polémiques entre appareils représentent aujourd'hui l'un des principaux blocages à l'entrée en action de nombreux salariés. Voilà pourquoi nous sommes des partisans résolus de l'unité.*

*Une unité qui ne soit d'ailleurs pas laissée au bon soin des directions confédérales mais que les travailleurs construisent*

*eux-mêmes, en la contrôlant. Un peu comme les étudiants qui ont su construire un mouvement unitaire parce que véritablement démocratique !*

## Faut pas pousser

Animal papivore, je lis tous les tracts et journaux gratuits que l'on me tend et y trouve parfois de telles perles que, comme dit l'autre, mon couteau s'ouvre tout seul dans ma poche.

Par exemple, dans ce journal étudiant du PC, ce coup de sang de F. Dard, s'indignant de ce qu'on ait pu « faire chier » ce pauvre Céline à cause de son antisémitisme. Un « malentendu », comme dit Dard...

Que le PC veuille jouer « l'ouverture » en interviewant Dard, c'est peut-être son problème. Mais que le militant communiste qui mène l'interview laisse dire Dard et... passe prudemment à

autre chose (mieux vaut perdre quelques lecteurs juifs que ceux de San Antonio ?), là, c'est un peu excessif. Si *Bagatelle pour un massacre* est un « malentendu », *Mein Kampf* n'est qu'un mauvais San Antonio et Rosa Luxemburg la tante de l'empereur de Chine. Faut pas pousser.

Deuxièmement, le discours sécuritaire à la Chirac-Pasqua au niveau d'une feuille municipale de droite même pas extrême, ça donne ça : « La France en état de guerre » (titre) ; et : « Certains pays d'Orient et leurs alliés cherchent à dominer les nations démocratiques par deux moyens principaux : le développement de l'usage de la drogue et la multiplicité des attentats », etc.

Il suffit d'une toute petite inflexion dans le style, d'un infime glissement sémantique et l'on est déjà dans les eaux saumâtres de l'agitation xénophobe...

A. B. (Paris)

## Ecrivez-nous...

... mais soyez courts !

Cette page vous est réservée. Alors, faites-nous part de vos réflexions sur la vie politique et sociale, de vos réflexions sur le journal, ou de vos expériences.

A vos plumes et... à bientôt !

☆ Hebdomadaire édité par la société Presse-Edition-Communication SARL au capital de 70 000 F (durée : 60 ans), 9, rue de Tunis, 75011 Paris.

☆ Gérant : Léon Crémieux.

☆ Directeur de la publication et responsable de la rédaction : Christian Lamotte.

☆ Tirage : 10 000 exemplaires.

☆ Rédaction administration : 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil.  
☎ (1) 48 59 00 80 (lignes groupées).

☆ Composition, impression : Rotographie, Montreuil.  
☎ (1) 48 59 00 31.

☆ Commission paritaire 63922.



## ABONNEMENT

1. ABONNEMENT DE SOUTIEN (Rouge et Critique communiste)			Nom .....	
3 mois : 200 F	6 mois : 400 F	1 an : 800 F	Prénom.....	
			Adresse.....	
			.....	
			Formule choisie .....	
2. AVEC LA PRESSE DE LA LCR 1 an d'abonnement à Rouge et Critique communiste			France DOM-TOM	Etranger
3. SIX MOIS DE L'HEBDO ROUGE			450 F	500 F
4. CRITIQUE COMMUNISTE (mensuel), 1 an			160 F	170 F
			Règlement à l'ordre de la PEC, 2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil. ☎ 48 59 00 80	